

EST & OUEST

BULLETIN MENSUEL
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

REDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — 75008 PARIS
Téléphone : 387-36-71

SOMMAIRE

GEORGES ALBERTINI. — Deux cents jours après	1	CLAUDE HARMEL. — Etude documentaire : Le ralliement du Parti communiste français à l'autogestion	12
CLAUDE HARMEL ET NICOLAS TANDLER. — La désignation de Maxime Gremetz au Bureau Politique du P.C.F. ou la métamorphose du « Groupe Marchais »	5	NOTES SUR L'HISTOIRE, LA DOCTRINE ET LA POLITIQUE COMMUNISTES. — Le premier avatar du Presidium de l'Internationale communiste : le « petit bureau » (B.L.). — Le noyau dur prosoviétique du mouvement communiste international. — Du nouveau dans les relations entre le P.C.F. et le P.C. chinois ? (N.T.). — Les Jeux Olympiques à Moscou ou le P.C.F. au secours de l'U.R.S.S.	30
BRANKO LAZITCH. — Quand les communistes chinois dénonçaient le « révisionisme yougoslave »	10		

Deux cents jours après

PPLUS de cent autres jours ont passé depuis « Les Cent jours » qui ont immédiatement suivi les élections législatives de mars dernier. Après l'essai de bilan publié le 1^{er}-15 juillet (1), les quatre mois qui viennent de

s'écouler permettent de mieux saisir les composantes actuelles de la politique française, soit qu'on les considère du côté des oppositions, soit qu'on les regarde du point de vue des divers éléments qui constituent le pouvoir ou qui le soutiennent.

Les oppositions

Il est en effet plus évident que jamais que l'opposition, qui n'a jamais été très unie, même quand elle paraissait l'être, ou que ceux qui la dirigeaient le croyaient ou voulaient le faire croire, que l'opposition, aujourd'hui, est à ce point désunie qu'il convient de parler des oppositions au pluriel. Non seulement des oppositions politiques, mais aussi des oppositions syndicales. Le temps est loin où MM. Mitterrand, Marchais, Séguay et Maire défilaient côte à côte, sûrs d'eux-mêmes, dans les rues de Paris. Un peu trop sûrs.

LE PARTI COMMUNISTE

Regardons d'abord le Parti communiste.

Il a beaucoup plus souffert de la défaite électorale qu'il ne le pensait, ou qu'on ne l'a cru. Il a perdu une partie de son électorat : les élections partielles sont formelles à cet égard. Il est difficile de donner un chiffre global, car la base d'évaluation est trop étroite. Mais en disant que le P.C.F. a fait une perte de l'ordre de 5 %, ce qui est considérable quand on pense qu'il recueillait 20 % des suffrages, on approche certainement de la vérité. Une perte qui rappelle celles qu'il a subies lors du retour du Général de Gaulle au pouvoir en

(1) Georges Albertini : Les Cent Jours, *Est et Ouest*, n° 618, 1^{er}-15 juillet 1978.

1958, ou au lendemain des événements de mai 1968. Il est assurément trop tôt pour savoir si cette perte sera définitive, car on ne saurait sous-estimer les facultés de récupération du Parti, d'autant que ce sont les électeurs qui s'en vont et non les militants qui peuvent inlassablement tenter d'en retrouver d'autres. Mais il est significatif que dans des régions aussi différentes que le Pas-de-Calais, la Meurthe-et-Moselle, ou Paris, les pertes soient approximativement du même ordre de grandeur. L'électorat de gauche, et même d'extrême-gauche, désapprouve la politique du Parti communiste.

LA C.G.T.

Si l'on passe du politique au syndical, on peut faire les mêmes constatations. La C.G.T., à cause de ses liens étroits de subordination au Parti communiste, est en recul. On le constate dans toutes les élections professionnelles. On le remarque à la résistance qu'oppose la C.F.D.T. à ses offres d'unité d'action nationale. On le voit dans le désaveu que les grévistes des Chantiers Terrin à Marseille ont opposé à ses tentatives de faire échouer la courageuse tentative de M. Gaston Defferre, maire de la grande cité phocéenne. On s'en rend compte en considérant l'existence dans la Confédération d'un mouvement de résistance timide sans doute, mais plus affirmé que jamais à l'excessive mainmise du Parti communiste sur la plus vieille et plus puissante organisation syndicale du pays. Et tout cela est confirmé par l'évidente prudence de la C.G.T. qui, se rendant compte de son affaiblissement au moins momentané (et qui pourrait durer si l'on faisait contre elle la politique appropriée qu'on ne fait pas), évite de s'engager dans des mouvements sociaux dont elle redoute l'échec.

LA CRISE DU PARTI

Ce n'est pas tout. Le Parti lui-même est fortement secoué. Les critiques contre le Bureau politique se sont multipliées, venant de divers horizons, et pas seulement des milieux intellectuels. Ceux de ses membres, comme M. Jean Elleinstein, qui avaient déjà émis de sérieuses critiques les ont renforcées, et l'on a pu constater que le Bureau politique loin d'accentuer ses attaques contre lui, a, au contraire, jugé opportun de ne plus répliquer sur le même ton. Plus encore, le Secrétaire général du Parti lui-même, est aujourd'hui critiqué personnellement. M. Elleinstein a pu dire qu'il travestissait la vérité. Un grand hebdomadaire comme *l'Express* (2) a pu, dans deux longs articles, rechercher ce qu'a été jusque-là la vraie vie de M. Georges Marchais, formuler de sévères appréciations, et poser des questions capitales. Personne au Bureau politique n'a répondu ni à M. Elleinstein, ni à *l'Express*, et par là à tous les journaux et radios qui les ont cités et commentés.

(2) Numéros des 24 et 31 juillet 1978.

Que l'on songe à la mobilisation générale de tout l'appareil du Parti quand on rappelait, par exemple, la désertion de Maurice Thorez en 1939, au début de la guerre contre l'Allemagne, et l'on comprendra que le silence cauteleux de la direction, à l'heure actuelle, est peut-être l'un des indices les plus sûrs du malaise existant dans le Parti.

LE GRAND ECHEC COMMUNISTE

Il arrive au fond au Parti communiste quelque chose de très grave. On ne le croit plus. On ne croit plus que sa direction soit infaillible. On ne croit plus qu'il ait la possibilité ou la volonté de changer (même M. Mitterrand qui a tant voulu le croire ne le peut plus). On ne croit plus qu'il puisse être un jour un parti démocratique, même quand M. Paul Laurent (qui n'aura jamais le courage de mettre sa pensée profonde en accord avec ses actes) avoue qu'il n'y a pas encore assez de démocratie dans le Parti, demi-aveu qui est un démenti cinglant à tous les mensonges sur le Parti « le plus démocratique de France ». On ne croit rien de ce qu'il avance quand il rejette sur le Parti socialiste, qui aurait soi-disant « viré à droite », la responsabilité de l'échec électoral. On ne le croit ni quand il critique Moscou, ni quand il l'approuve. On n'en finirait pas de dévider ces litanies.

Depuis une quinzaine d'années, le Parti communiste avait tout fait pour revêtir un autre habit, on a pu craindre qu'il ne parvienne à donner le change. Dieu merci il s'est chargé lui-même de dissiper toutes les illusions, même celles des socialistes, qui ne veulent toujours pas en convenir, mais qui finiront quand même bien par voir clair, en ayant gaspillé beaucoup d'années pour la France et pour eux. Certes, le Parti communiste demeure une force redoutable : il faut plus de quelques mois pour que ses hémorragies successives affaiblissent de manière significative et durable un corps si puissant. Mais il faudra bien des erreurs de ceux qui furent ses partenaires, et de ceux qui ont vocation de le combattre, pour qu'il redevienne le danger mortel qu'il a été si souvent depuis 1945.

A la condition, bien entendu, qu'on n'oublie pas que quand l'adversaire politique est affaibli, l'attitude « conséquente » (comme disent les communistes) est de le combattre encore plus résolument. C'est la loi de la lutte politique, et les communistes, qui sont toujours impitoyables dans des circonstances de ce genre, ne peuvent qu'être les derniers à ne pas le comprendre.

LE PARTI SOCIALISTE

Cette esquisse sommaire de l'état actuel du Parti communiste permet de juger plus complètement et plus équitablement les résultats de la politique conduite à la tête du Parti socialiste, depuis 1971, par M. François Mitterrand.

LES SUCCES DE M. MITTERRAND

On a la preuve aujourd'hui que ce qui paraissait impossible à beaucoup de ceux qui connaissaient pourtant bien les forces de gauche dans ce pays, il l'a obtenu. Il voulait faire du nouveau Parti socialiste la force la plus puissante de la gauche. Il y a réussi. Il voulait prendre au Parti communiste une partie de ses électeurs, il avait même parlé un jour, à la grande colère de M. Marchais, de quelque trois millions de voix à récupérer. Il est en voie sinon d'y parvenir complètement, au moins de manière appréciable. Et cela peut s'accroître, si les circonstances pouvaient le favoriser. En définitive, il est clair aujourd'hui que le Parti qui a vraiment été battu en mars 1978, beaucoup plus sûrement que le Parti socialiste, c'est le Parti communiste.

La défaite de l'Union de la gauche, ce fut surtout celle du Parti communiste.

SES ECHECS

Mais cela ne doit pas masquer que M. Mitterrand, s'il a remporté là une victoire inespérée, qu'il doit d'abord à ses capacités personnelles (qui, dussions-nous lui faire de la peine, sont beaucoup plus politiques que littéraires), a aussi subi deux échecs. Et des échecs graves.

Le premier, c'est l'échec électoral. Malgré sa lucidité et son sang-froid, un sang-froid, qui lui sert peut-être à cacher plus de timidité et de doute qu'on ne le croit, il a cru jusqu'au bout, en dépit de la trahison des communistes, que la gauche gagnerait les élections, et qu'ainsi sans doute, à court terme, l'Elysée lui serait accessible. Ambition tout à fait normale pour le chef d'un grand parti. Or, il a perdu, et en perdant il a sérieusement affaibli ses chances pour l'élection présidentielle de 1981, et par voie de conséquence pour les législatives de 1983. Après... Après il sera trop tard, et, en ce sens, la défaite de mars 1978 pèsera lourd dans son destin politique. Ses adversaires s'en féliciteront. Ses amis penseront qu'il n'aura pas eu l'occasion de donner sa vraie mesure. Qui peut savoir, à ce niveau de responsabilités ?

Le second échec, pour être de nature différente, n'est pas de moindre portée. Jusque-là, M. Mitterrand avait été le chef incontesté du Parti socialiste. Il l'était comme Jaurès le fut pendant dix ans, et Léon Blum pendant plus de vingt ans, tant il est vrai que les partis dits marxistes s'identifient beaucoup plus que les autres avec une forte personnalité (qui peut dire que la droite avait un chef de 1900 à 1914 ou de 1919 à 1939 ? Bien sûr, il y a eu aussi Clemenceau, ou Pétain, ou de Gaulle, mais là ce sont des personnalités hors série qui se sont imposées, ou que des circonstances extraordinaires ont imposées. Si bien que la remarque demeure). Or, après la défaite électorale, M. Mitterrand n'est plus ce chef incontesté.

Contesté. Il est contesté, et comme toujours en politique, il l'est parce qu'il est plus faible qu'il y a un an, et parce qu'il a perdu là

où il avait dit, avec un peu trop d'assurance : suivez-moi, car moi seul je peux vous conduire à la victoire. L'ingratitude, il l'a écrite au soir de sa défaite, est la dure loi de la politique, qui est une jungle, n'en déplaise à ceux qui cèdent à la tentation angélique de la voir autrement.

Ce n'est pas le lieu de retracer ici les luttes sourdes ou ouvertes qui ravagent le Parti socialiste. La stratégie d'union de la gauche, quoi qu'on veuille en dire, est aujourd'hui remise en question. Le style d'opposition du Parti ne fait plus l'unanimité. Les lieutenants s'opposent entre eux. M. Mauroy critique les méthodes de direction de M. Mitterrand et plus encore le comportement de son entourage (toujours les entourages !). M. Rocard multiplie les mots qui en disent long sur ce qu'il pense des insuffisances économiques du Premier secrétaire. Et M. Chevènement se demande avec qui il doit s'allier. De ce parti qui groupe tant d'électeurs mécontents, on peut dire aussi que ses dirigeants sont mécontents. Mécontents les uns des autres, et donc rivaux, et souvent opposés, laissant l'impression qu'ils pensent plus à leurs propres luttes qu'au combat contre leurs adversaires de la majorité. En quoi ils leur ressemblent furieusement comme nous le verrons.

A LA RECHERCHE D'UN PROGRAMME

Ce n'est pas encore tout. Le parti socialiste est à la recherche d'un programme. Les plus lucides de ses membres savent ou sentent qu'il n'y a pas d'avenir possible pour le socialisme en France si on ne le dote pas d'un programme qui rompe définitivement avec tous les remèdes et toutes les solutions tirées d'un marxisme plus ou moins bien compris, et en tout cas, sur le plan politique, totalement dépassé par l'évolution du monde. Là où le marxisme, déformé et militarisé, comme en U.R.S.S., a été appliqué, il a échoué. Et là où le socialisme a contribué à créer plus de justice, c'est justement parce qu'il n'était pas marxiste, comme en Grande-Bretagne ou bien dans les pays scandinaves, ou bien parce qu'il ne l'était plus, comme en Allemagne ou en Autriche, ou bien encore comme en France, parce qu'il oubliait opportunément quand il était au pouvoir, à Paris comme dans les municipalités, qu'il prétendait l'être dans ses statuts ou ses Congrès.

Tout indique que cette mise à jour du programme socialiste, qui est indispensable, sera laborieuse. Tant qu'elle ne sera pas faite, parvenir au gouvernement sera très difficile. Et l'on se demande si M. Mitterrand, malgré son succès sur les communistes, mais à cause de son affaiblissement sur le plan national et à l'intérieur même du parti, aura l'autorité nécessaire pour y parvenir. Il faudrait d'abord que, lui qui n'est pas marxiste, et qui le rappelle, ne persévère pas dans une démarche intellectuelle et politique qui ne lui permet pas de s'affranchir des schémas marxistes que ses conseillers lui recommandent.

Le pourra-t-il et le voudra-t-il ?

LA C.F.D.T. ET SES DIFFICULTÉS

La crise interne du Parti socialiste ne doit pas faire oublier celle qui règne dans la centrale syndicale qui est le plus proche de lui : la C.F.D.T. M. Edmond Maire, dès le lendemain des élections, semble avoir soudain compris qu'il s'était trompé. Trompé dans son alliance trop politique avec le Parti socialiste et le Parti communiste. Trompé dans sa démarche syndicale qui équivalait à pratiquer le tout ou rien, à refuser la politique contractuelle chère à Force Ouvrière. Trompé en parlant un langage dogmatique, sectaire, non sans un zeste de prétention qui n'a généralement pas cours dans le monde syndical, où l'empirisme indispensable interdit ce genre de vanité, fréquente dans le monde intellectuel. (Mais M. Maire voudrait tellement qu'on le prenne pour un intellectuel...).

Rendons-lui cette justice qu'il a essayé de rectifier le tir, qu'il s'est rapproché, sur certains points, des positions de Force Ouvrière,

qu'il a mieux résisté aux avances de la C.G.T., qu'il a accepté de parler au lieu de trancher de tout, enfin qu'il a tenté de faire vraiment son métier de responsable syndical, et non de se servir de son mandat pour se mêler au débat politique. Malheureusement, il a donné de si mauvaises habitudes à ses troupes que celles-ci, surtout dans les plus jeunes, ne l'entendent pas de cette oreille. Littéralement intoxiqués par cette phraséologie gauchiste que M. Maire a longtemps employée (et à laquelle il a du mal à renoncer) ils sont très réservés à l'égard du nouveau style que le secrétaire général voudrait essayer de donner à la Confédération. Il en résulte que celui-ci est obligé à beaucoup de prudence dans sa démarche, et qu'il ne peut jouer un rôle utile dans l'indispensable évolution intellectuelle et politique de la gauche française.

La C.G.T. est affaiblie. La C.F.D.T. est em-
pêtrée dans les séquelles de sa logomachie gau-
chiste. Décidément, les syndicats les plus à
gauche sont bien mal placés pour aider aux cla-
rifications nécessaires.

La majorité

Et pourtant ce coup d'œil sur les faiblesses de toute la gauche depuis les élections, faiblesses qui apparaissent peut-être plus nettement aujourd'hui qu'au lendemain du 19 mars, ne signifient pas que la majorité puisse s'endormir sur le mol oreiller de sa victoire. Si elle était tentée de le faire, d'ailleurs, les élections partielles qui se sont déroulées au cours des derniers mois seraient là pour lui montrer qu'elle aurait le plus grand tort de croire que tout est réglé. En politique, rien n'est d'ailleurs jamais définitivement réglé.

Cette majorité, que fait-elle ? Dans quel état est-elle ?

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Ce qu'elle fait, c'est d'abord ce que fait le gouvernement. Et dans ce que fait le gouvernement, ce qui compte pour la masse des Français, c'est son action économique avec ses répercussions sociales.

Force est de reconnaître que la politique gouvernementale dans ce domaine est aux limites de l'impopularité. Cela ne signifie pas qu'elle est mauvaise. Cela montre qu'elle n'est pas acceptée. La hausse des prix inquiète tout le monde. M. Barre a probablement raison d'expliquer que les causes de l'inflation actuelle ne sont pas celles de l'inflation d'hier. Mais avec tout le respect qu'on doit à sa science et à son honnêteté, il faut bien lui dire que cet argument d'économiste n'a aucune valeur pour la ménagère qui fait son marché. Elle constate la hausse, elle la déplore, elle en souffre, et les observations sur ses causes ne l'atteignent pas. En d'autres termes, l'ensemble de la population est intéressé par la hausse des prix et non par les causes de cette hausse. Politiquement, ces explications ne servent à rien.

L'autre aspect préoccupant de la situation, c'est la montée du chômage. Et là aussi, la distinction, solide et bien fondée, entre chômeurs et demandeurs d'emplois n'intéresse plus guère. Le Président Pompidou disait que les Français ne pourraient supporter le chiffre de 500 000 chômeurs. Ce chiffre est largement dépassé, mais le regretté Président avait bien raison de souligner ainsi la gravité humaine exceptionnelle de ce problème. Certes les raisons qui expliquent ce nombre élevé de Français sans travail sont économiquement nombreuses et faciles à comprendre. Et l'on sait aussi qu'une profonde remise en ordre de l'économie nationale ne va pas sans drames.

Pourtant on se tromperait en croyant qu'une telle situation sera sans conséquence. M. Jacques Chirac a eu le mérite de dire le premier non au chômage. On a pu sourire du simplisme de la proposition, et d'un point de vue de l'économie orthodoxe, on peut comprendre ce sourire. Mais cela n'empêche pas qu'aux abords de l'an 2000 une économie qui ne peut fonctionner sans chômage est une économie condamnée. Mgr Etchegaray a dit qu'un homme sans travail était un homme mutilé, dont la dignité n'était pas respectée. Il a complètement raison. La réponse qui constate qu'il y a du chômage partout est une fausse réponse, car elle implique une démission de l'intelligence créatrice de l'homme devant un phénomène très difficile à maîtriser, mais qui n'a peut-être pas été combattu par les moyens appropriés, si l'on admet que le système qui consiste à se reposer sur les indemnités de chômage est le seul palliatif possible. Il y a pourtant des exemples dans l'histoire contemporaine où le chômage a été maîtrisé. Le droit au travail est peut-être le plus sacré de tous. Et c'est la raison pour laquelle il doit être respecté comme une priorité absolue.

UNE MAJORITÉ DÉSUNIE

Pourtant la politique économique n'est pas le seul grand problème de la majorité. Ce qui a d'autant d'importance pour elle, ce sont ses divisions. Elles sont plus fortes que jamais. Chaque parti prête à l'autre les pires arrière-pensées, et l'on pense plus à entre-détruire qu'à combattre l'opposition. A cet égard, les dernières élections partielles devraient faire réfléchir le Président de la République et le Premier ministre. Dans le Pas-de-Calais comme à Nancy, dès le premier tour, une partie de l'électorat gaulliste populaire, plutôt que de voter pour le candidat U.D.F. a voté pour le candidat socialiste.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'en donnant l'impression qu'on veut affaiblir l'aile gaulliste de la majorité, on ne renforce pas son aile giscardienne, on renforce le Parti socialiste. En 1952, la Troisième force avait réussi à faire une scission au R.P.F. sur sa droite (ministère Pinay), et ce fut la consolidation du centre jusqu'à 1958. Cette fois, une scission se ferait sur la gauche, c'est-à-dire que les gaullistes populaires, très nombreux et ardents, plutôt que d'accepter ce que j'appelle, faute de mieux, la « giscardisation », préféreraient rejoindre le Parti socialiste, surtout s'il se séparait totalement des communistes. Que cette démarche soit bonne ou mauvaise est une autre question. Mais les princes qui nous gouvernent devraient y réfléchir pendant qu'il est temps encore. Les réconciliations ne peuvent venir que

d'en haut. Paris valait une messe pour un grand Roi. La reconstitution d'une majorité unie pour gouverner une France battue par les tempêtes du monde, est-ce une tâche indigne d'un Président de la République qui pense à l'an 2000 ?

QUI SAURA PARLER AUX FRANÇAIS

Cette esquisse du panorama politique français est certes longue. C'est qu'elle doit s'efforcer de cerner une réalité complexe et mouvante. Un dernier trait doit pourtant y être ajouté. Ce qui frappe l'observateur, surtout s'il a le privilège peu enviable d'avoir connu la 3^e République, le régime du Maréchal Pétain, la 4^e République et la Cinquième, c'est la banalité actuelle du discours politique. Si l'opinion est incertaine et désorientée. Si le mécontentement quotidien oriente les votes plus que les grands choix. Si le pays semble n'avoir plus d'ambition, et ne s'intéresser à rien, à qui la faute ? Les chefs politiques d'aujourd'hui ne sont sans doute ni moins intelligents, ni moins dévoués au bien public que leurs prédécesseurs. Force est de reconnaître qu'on ne donne pas beaucoup d'attention à ce que disent la plupart d'entre eux. C'est peut-être qu'ils ne savent pas dire ce que le pays attend, car le pays attend sûrement qu'on lui parle dans des termes qui le touchent, qui l'orientent et qui le galvanisent. Celui ou ceux qui y parviendraient auraient bien servi la France, et elle pourrait s'en souvenir.

GEORGES ALBERTINI.

La désignation de Maxime Gremetz au B. P. du P. C. F. ou la métamorphose du "Groupe Marchais"

EXCLU le 30 avril 1970 de la cellule Gabriel Péri de Chennevières-sur-Marne (Val-de-Marne) et, donc, du parti communiste, par 8 voix contre 5 et une abstention, Roger Garaudy écrivait quelques jours plus tard une longue lettre justificative, où il dénonçait l'action du « groupe Marchais » qu'il comparait (fidèle en cela à la légende historique du Parti) à celle du « groupe Barbé-Celor » entre 1931 et 1933.

« Comme je l'ai dit à la cellule jeudi [le jour de son exclusion, car il était présent. C.H.] aujourd'hui encore un groupe, très restreint d'ailleurs, manipule le secrétariat du Parti : le groupe dirigé par Georges Marchais, qui s'est fait élire secrétaire général adjoint quinze jours après avoir proclamé sur toutes les radios que le problème d'une telle désignation ne se posait même pas » (*Le Monde*, 7 mai 1970).

Quelques jours plus tard, Garaudy précisait :

« J'appelle groupe Marchais le groupe qui se livre à de telles manipulations à l'insu de la base du parti et de son comité

central, c'est-à-dire Georges Marchais, Jacques Denis (qui proposa lors du dernier Comité central la candidature de Georges Marchais au secrétariat général adjoint), Etienne Fajon, Gaston Plissonnier et l'éminence grise, Jean Jérôme » (*Le Monde*, 20 mai 1970) (1).

Ce n'est pas au hasard que Garaudy avait usé du mot « groupe ». Il appartient au vocabulaire communiste, ou plutôt, il a dans le vocabulaire communiste un sens, une nuance particulière, et cette nuance est péjorative. Un groupe, c'est un très petit nombre de militants qui, à l'intérieur d'un organe directeur du parti, et notamment à l'intérieur de ses organes suprêmes de direction, se concertent et agissent de façon disciplinée afin d'imposer leurs vues à l'organe du parti auquel ils appartiennent, et notamment à sa direction la plus haute et d'en capter le pouvoir.

Une volonté particulière se substitue ainsi à la volonté du parti.

(1) René Andrieu a contesté le rôle attribué par Garaudy à J. Denis dans la nomination de Marchais.

QU'EST-CE QU'UN GROUPE ?

Qu'on nous entende bien. La présence d'un groupe dirigeant au sommet du parti est presque une constante dans un parti communiste. C'est, peut-on dire, la rançon du centralisme démocratique. Il est même permis de se demander si ce n'est pas la condition du fonctionnement d'un mécanisme soumis à ses impératifs. Ce centralisme exige que toute décision prise à une instance supérieure soit immédiatement exécutée par les instances inférieures, mais il faut bien qu'il y ait au sommet une instance « plus supérieure » que les autres, si l'on peut ainsi parler, pour prendre la décision qui descendra d'échelon en échelon jusqu'aux cellules.

En principe, cette instance suprême est une direction collective, c'est-à-dire une réunion de militants égaux en droits, n'ayant pas de l'un à l'autre de liens particuliers, ne représentant ni les uns ni les autres un organe quelconque du parti (une fédération, une organisation de masse, une municipalité) mais le parti tout entier à qui d'ailleurs ils doivent tout, sans qui d'ailleurs ils ne seraient rien. Chacun surveillant l'autre et tous surveillant chacun, aucun d'eux ne peut monopoliser la décision, s'emparer du pouvoir. Sur tous les problèmes qui ne sont pas réglés d'avance par la doctrine ou par des résolutions prises antérieurement, un consensus s'établira après discussion : ainsi naîtra la décision que le parti exécutera.

La pratique est presque toujours différente. Quelquefois, l'équipe dirigeante, c'est effectivement le bureau politique tout entier, un bureau homogène en ce sens que nul n'y exerce vraiment de prééminence sur les autres (ou pas plus que ne l'impose tout naturellement la différence des âges, des tempéraments — on n'ose plus dire des intelligences, car il est admis que toutes sont égales — et des expériences) : il semble que ce fut le cas au temps où Waldeck Rochet gouvernait le parti. On dit même qu'on votait alors au bureau politique. Rochet ne le consultait pas, il ne recueillait pas les avis pour prendre après sa décision, comme le fait M. Marchais, comme le faisait autrefois Thorez. Si les avis étaient partagés, un vote décidait.

En d'autres temps, le pouvoir se concentre dans une autre équipe, plus restreinte, le secrétariat, l'équipe des secrétaires qui entourent le secrétaire général et que d'ailleurs il a choisis. On peut déjà parler de groupe, mais ce groupe coïncide encore avec une instance dirigeante reconnue par les statuts du parti.

Il y a un groupe quand le bureau politique se scinde et qu'il s'établit des liens privilégiés entre plusieurs de ses membres qui ainsi se distinguent des autres. Oh, cela s'effectue de façon tout à fait feutrée et subtile, sans qu'aucun des principes de la direction collective ne soit ouvertement violé, mais la solidarité de fait qui s'établit entre trois ou quatre membres du bureau fausse le mécanisme de la direction collective en donnant plus de poids à leurs avis ainsi groupés, ce qui leur

permet d'imposer leur point de vue, leur volonté.

Quand cette espèce d'alliance n'englobe pas le secrétaire général, elle est pratiquement dirigée contre lui. Alors, on parle de « groupe », de « groupisme », donc de violation de la direction collective. Du moins on en parle si le groupe ne l'emporte pas, s'il est « démasqué » avant de s'être saisi de la réalité du pouvoir. En cas de victoire, c'est lui qui accusera les autres de « groupisme ».

LE GROUPE DIRIGEANT

Le plus souvent, le groupe ne se forme qu'autour du secrétaire général, ou, plus exactement, c'est le secrétaire général qui forme autour de lui un groupe pour asseoir véritablement son pouvoir.

En effet, bien qu'en 1956, Thorez ait fait décider que le secrétaire général ne serait plus le secrétaire général du Comité central, mais le secrétaire général du parti (ceci, ô ironie, en pleine lutte contre le culte de la personnalité), un secrétaire général ne peut pas gouverner tout seul, même quand il a acquis l'autorité qui était celle de Thorez à la fin de son règne. Il ne peut pas tout voir, tout entendre, être partout. Il sait bien d'autre part qu'il est surveillé, jaloué peut-être. En tout cas, aucun de ceux qui naguère étaient ses égaux ne tient à ce que son autorité croisse au point qu'il puisse les dominer, les écarter, les écraser s'il le veut. S'il restait seul, s'il se fiait aux règles de la direction collective, son pouvoir demeurerait précaire — et il peut se dire, pour justifier ce qu'il va entreprendre, que ce serait au détriment du parti qui a besoin que le gouvernail soit tenu d'une main ferme.

Il sera en mesure d'user des pouvoirs qu'il détient pour gagner à lui sans qu'il y paraisse trop tel dirigeant déjà en place, pour faire « monter » au bureau politique des militants qui lui devront leur promotion, pour confier à ceux dont il est sûr les fonctions dont l'usage montre qu'elles sont déterminantes. Ainsi, il se formera au sein de la direction collective un groupe dirigeant qui ne coïncidera avec aucune instance dirigeante statutaire, mais qui permettra au secrétaire d'imposer sa volonté, même s'il se heurte à une opinion différente au sein du Bureau politique.

C'est le « groupe dirigeant », qu'il est quasi mortel d'appeler de la sorte : on commettrait une espèce de crime de lèse-majesté.

Faut-il ajouter que, si cohérent que soit le groupe, il est lui aussi composé d'hommes qui se surveillent et se craignent presque autant qu'ils se soutiennent. Le secrétaire général est soupçonneux par un effet naturel de sa fonction, de la façon dont il est parvenu. Il doit considérer que ceux qui lui doivent tout peuvent eux aussi le trahir : il est amené, pour les tenir dans la fidélité à sa personne, à leur rappeler qu'ils lui doivent tout et qu'il suffirait d'un geste pour les précipiter.

On ne saura pas de si tôt (et on ne pourra le savoir que de façon accidentelle) comment

G. Marchais accéda au secrétariat général, d'abord comme adjoint, ensuite comme titulaire : les partis communistes ne sont pas des maisons de verre. Il est certain toutefois qu'il fut imposé par les Soviétiques (bien qu'il soit depuis au plus mal avec eux). Et il est non moins certain que sa nomination ne fit pas plaisir à tout le monde.

Il était donc normal qu'il se cherchât des appuis. Il bénéficiait de celui de Jacques Duclos, qui fut toujours pour lui plein de complaisance, mais il ne pouvait pas faire faire à Duclos ce qu'il souhaitait : Duclos était alors une puissance qu'il convenait de ménager. Marchais avait besoin de gens plus malléables.

Son premier groupe fut-il exactement composé comme Garaudy l'indiquait lorsqu'il fut expulsé du parti ? Nous ne saurions l'affirmer. Nous nous bornerons à remarquer, parce que cela apporte une clarté sur la physiologie d'un groupe, que Garaudy ne trouvait nullement anormal qu'un groupe dirigeant ne fut pas composé seulement de membres du Bureau politique (ils n'étaient que trois : Marchais, Fajon, Plissonnier) mais aussi d'un membre du Comité central (J. Denis) et aussi d'un dirigeant peu en vue, une espèce de chef de service, celui qu'on appelle l'éminence grise, Jean Jérôme, le véritable financier du parti.

Ce groupe a évolué au cours des années. Jean Kanapa en fut membre, à partir d'une certaine date. On peut se demander d'ailleurs si son rôle n'a pas connu une espèce de « renversement dialectique » pour parler — ironiquement — comme les hégéliano-marxistes. Car il se pourrait bien qu'il eût d'abord été chargé par les Soviétiques de contrôler Marchais — mesure de pure routine d'ailleurs, en un temps où Marchais ne paraissait ni pouvoir ni vouloir s'émanciper de la tutelle moscovite — avant de devenir un de ses hommes-liges.

NOMINATION DE GREMETZ

La mort de Kanapa a laissé libre la direction, pardon la responsabilité de la section « politique extérieure » du Comité central et la désignation à ce poste de Maurice Gremetz, en déjouant tous les pronostics, a attiré l'attention sur quelques militants qui, comme Gremetz, ont accédé rapidement ces dernières années à des fonctions importantes auprès de Marchais : il s'agit avec Maxime Gremetz lui-même, de Charles Fiterman et d'André Lajoinie. A première vue, rien ne destinait Gremetz à assumer un jour la responsabilité des relations avec les partis frères. Il est novice en la matière et son ignorance des langues étrangères ne lui facilitera pas les choses. Jacques Denis était infiniment mieux préparé. Mais Jacques Denis demeure peut-être trop lié aux Soviétiques. Mais Jacques Denis était en place avant que Marchais n'accédât au sommet du parti. Il ne doit pas sa place au secrétaire général. Il n'est pas de sa suite. En la matière, Marchais a préféré la fidélité à la technicité. Il a voulu qu'à ce poste important, il y eut un homme de son « groupe ».

L'ASCENSION DE MAXIME GREMETZ

Né en 1940 dans la Somme, Maxime Gremetz milite dès l'âge de dix-huit ans aux Jeunes Communistes d'Abbeville. Créateur et secrétaire d'un nouveau club local de la J.C. au début de 1959, il se voit récompensé de ses efforts par sa désignation comme participant français au VII^e Festival mondial de la Jeunesse de Vienne (Autriche), organisé par la F.M.J.D., du 26 juillet au 4 août 1959 (un autre futur membre du B.P. du P.C.F., Paul Laurent, était aussi du voyage). Ouvrier métallurgiste aux Etablissements Ferodo d'Amiens, il y prend la tête du syndicat C.G.T. et déploie une activité intense qui ne sera freinée que par son service militaire, puis, au retour, par son mariage, fin 1962. Au début de 1965, il est licencié par Ferodo et devient « permanent » de la Fédération communiste de la Somme. Il fait dans le même temps ses premières armes électorales, comme candidat aux élections municipales d'Amiens (14 mars 1965) sur une liste d'Union des Forces démocratiques (P.C.F., P. S.U., S.F.I.O., Parti radical), au demeurant non élue.

L'événement décisif de sa carrière se produit quelques semaines plus tard. Il est alors « élu » secrétaire à l'organisation de sa Fédération au cours de la Conférence départementale (19-20 juin 1965).

Le secrétaire à l'organisation pour tout le P.C.F. à cette date s'appelle Georges Marchais. Ses services ont certainement examiné de très près la situation de Gremetz avant de permettre sa candidature et son « élection ».

Maxime Gremetz accède aux responsabilités de premier secrétaire fédéral en décembre 1966. Aux élections législatives de 1967, il est suppléant du candidat P.C.F., Georges Pellerin (qui ne sera pas élu). En mars 1970, au second tour des élections cantonales, il obtient son premier mandat de représentant populaire dans le canton d'Amiens-Nord-Ouest, grâce à un désistement socialiste.

Dès cette époque, il est réputé « sectaire et intransigeant », un dur comme on dit. Il ne recule pas devant l'action illégale et violente. Ne devait-on pas le voir le 11 décembre 1975, à la veille du Congrès où sera consacrée son accession au Bureau politique, organiser (comme s'il voulait donner la preuve de son savoir-faire) une action de provocation aux usines Ferodo : il emmène avec lui d'autres élus communistes locaux distribuer des tracts politiques et haranguer les travailleurs sur des thèmes politiques à l'intérieur même de l'enceinte de l'usine, et ceci malgré l'interdiction qui lui en avait été faite par voie de justice et en dépit de la présence d'un huissier venu signifier la décision du juge.

Ces « qualités » ne lui nuisent pas, dans le Parti, au contraire.

En mars 1972, il est appelé à la Commission de l'Humanité auprès du Comité central. En juin, il fait partie d'une délégation communiste dirigée par Raymond Guvot, alors membres du B.P., à l'Assemblée de l'Opinion publique européenne de Bruxelles (l'une des innombrables réunions inspirées par les Soviétiques avant la Conférence d'Helsinki). Le XX^e Con-

grès du P.C.F., celui du triomphe personnel de Georges Marchais, voit Maxime Gremetz « élu » membre suppléant du Comité central (Saint-Ouen, 13 au 17 décembre 1972). Au XXII^e Congrès, son ascension s'accélère : d'un seul coup, il devient membre titulaire du Comité central et membre suppléant du Bureau politique (février 1976), et on lui confie les relations avec les milieux et mouvements chrétiens, ainsi que la responsabilité de la section « préparation des élections » (les législatives de 1978). R. Lamps, député communiste de la 1^{re} circonscription de la Somme (Amiens), « renonce à représenter sa candidature », lui laissant son siège auquel il sera effectivement élu au second tour (avec un score nettement inférieur à celui de Lamps en 1973). Le 7 juin 1978, le Bureau politique le désigne pour remplacer François Billoux, décédé, comme directeur de l'hebdomadaire central du parti, « *France Nouvelle* » (bien qu'il n'eût jamais figuré dans sa rédaction). Enfin, le 13 septembre 1978, il succède, on l'a vu, à Jean Kanapa comme dirigeant de la section de politique extérieure du Comité central. Or, mis à part certains contacts avec les partis antillais, des relations avec le P.C. italien du fait de ses fonctions dans le domaine « religieux » et diverses activités épisodiques, Gremetz n'a jamais été chargé de relations avec les partis étrangers.

ANDRÉ LAJOINIE

André Lajoinie est né dans la Corrèze, en 1929. Les parents étaient cultivateurs et le jeune Lajoinie travaillera à l'exploitation familiale jusqu'au moment où il deviendra « révolutionnaire professionnel », c'est-à-dire permanent du P.C.F. Il avait dix-neuf ans quand il adhéra au P.C. en 1948. Il dut accéder assez vite à des responsabilités au niveau de la cellule et de la section, mais sa première fonction notable est celle de membre du Bureau fédéral de la Corrèze en 1954. Il anime dans le même temps les Jeunesses Communistes locales, appelées à l'époque U.J.R.F. (*Union de la Jeunesse républicaine de France*); en août 1955, il conduit la délégation de son département au Festival mondial de la Jeunesse à Varsovie. En août 1956, il se rend en Bulgarie sous le patronage de l'U.J.R.F., « s'informer » des progrès de l'agriculture socialiste. Secrétaire fédéral de l'U.J.R.F. en 1956, il accède parallèlement en 1957 au secrétariat de la Fédération corrézienne du P.C.F., chargé de la propagande dans les milieux ruraux. Dès 1956, il était devenu secrétaire de la Fédération corrézienne du M.O.D.E.F., responsabilité qu'il exercera dans cette « organisation de masse » jusqu'en 1959.

Comme Gremetz, Lajoinie ne répugne pas à la violence.

Le 30 juillet 1958, au cours d'une manifestation interdite à Brive (1), il est sérieusement atteint lors d'affrontements avec les forces de police. Le parti l'enverra soigner ses blessures,

(1) Il s'agissait d'une « contre-manifestation antifasciste », destinée à empêcher une réunion gaulliste appelant à voter oui en faveur du référendum de septembre 1958. André Lajoinie dut être trépané et demeura une dizaine d'heures dans le coma. 10 policiers furent hospitalisés dans un état grave à la suite de ces heurts (selon l'Humanité du 1^{er} août 1958).

en Tchécoslovaquie, dans un centre de repos. Inculpé à la suite de cette affaire pour violences et voies de fait, il sera mis à l'abri des poursuites par une loi d'amnistie. L'automne 1959 le voit parvenir à des fonctions de confiance dans l'appareil spécifique du P.C. : le voici gérant de la « *Société nouvelle du Travailleur de la Corrèze* », organisme qui édite « *Le Travailleur de la Corrèze* », hebdomadaire de la Fédération P.C.F. Il est également nommé directeur de cette publication.

Au moment où la voie des honneurs communistes s'ouvre devant lui, il se marie en 1960 à une militante du P.C. de deux ans son aînée qui deviendra membre de la Commission de Contrôle financier de la Fédération corrézienne du parti, et qui renoncera à sa carrière de fonctionnaire pour participer à l'ascension politique de son époux, et devenir ainsi entre autre premier adjoint au maire communiste de La Courneuve (Seine-Saint-Denis).

Malgré ses activités dans le syndicalisme agricole et sa position de secrétaire fédéral du P.C. de Corrèze, Lajoinie essuie en juin et décembre 1961 deux échecs en tant que candidat communiste à des élections cantonales. Mais, en novembre 1963, se produit l'événement décisif de sa carrière d'apparatchik : il devient collaborateur de la section agraire du Comité central du P.C., et « monte » en conséquence dans la région parisienne. Cette promotion est liée à son entrée au journal paysan du parti, « *La Terre* », et entraîne son passage à l'Ecole centrale de Choisy-le-Roi, dont il suit les cours début 1964. En novembre 1964, on peut noter une de ses premières apparitions dans les activités du P.C. au plan national à l'occasion de journées d'études sur le travail du parti à la campagne. Dorénavant, il accomplit une multitude de tâches, dont de nombreux déplacements dans les pays de l'Est. En 1971, il occupe sa première fonction de responsable à l'échelon national : directeur des stages pour ruraux de l'Ecole centrale du parti. En décembre 1972, il est « élu » membre suppléant du Comité central au cours de ce XX^e Congrès, comme Gremetz.

Sa progression au sein de la direction communiste devient alors fulgurante. Responsable de la section agriculture du Comité central dès 1973, il entre au Bureau politique en qualité de membre suppléant au XXII^e Congrès en février 1976.

L'estime dans laquelle il est tenu par ceux qui dirigent réellement le P.C.F. ressort depuis à de multiples occasions : en mai 1977, il est nommé directeur de « *La Terre* ». En septembre 1977, Pierre Villon, député communiste de l'Allier, ancienne gloire du parti, renonce, au profit de Lajoinie, à se représenter dans sa circonscription pour les élections législatives de mars 1978. Elu au 2^e tour avec 51,8 % des suffrages exprimés, Lajoinie ne fera pas un aussi bon score que son prédécesseur en 1973 (53,4 % des suffrages exprimés) : il n'empêche qu'il est maintenant représentant du peuple et jouit de l'immunité parlementaire.

Enfin, distinction suprême, il sera l'orateur du meeting central de la Fête de l'Humanité, le 9 septembre 1978.

CHARLES FITERMAN

Quand Charles Fiterman naquit à Saint-Etienne en 1933, ses parents, des juifs polonais, n'avaient pas encore la nationalité française et c'est seulement l'année suivante qu'ils déclareront Français le petit Chilek dit « Charles ».

Fiterman est communiste depuis 1951. On peut penser que celle qui deviendra sa femme en 1953, Jeanine Poinas, qui était à cette époque membre du Bureau local de l'*Union des Jeunes Filles de France* (la section féminine des Jeunesses communistes), et de trois ans son aînée, eut sur ce garçon de dix-huit ans une influence décisive.

Quoi qu'il en soit, l'année même de son mariage, Fiterman entre au Comité fédéral de la Loire du P.C.F. Poursuivant une double carrière à la C.G.T. et à l'U.J.C.F. du P.C.F. (où il gravit successivement les échelons du Comité, puis du Bureau de fédération pour parvenir à la dignité de secrétaire fédéral), il exerça par ailleurs la profession d'électricien dans une usine du groupe Schneider, la Société des Forges et Ateliers du Creusot, jusqu'en 1962. Depuis lors, il est un « permanent ». Membre du Bureau de la Fédération P.C.F. de la Loire depuis 1957, il est « remarqué » en cette année 1962 et utilisé par la direction des écoles du P.C. comme animateur de divers stages. C'est en 1963 que s'opère le tournant décisif pour lui : délégué (ainsi que sa femme) au titre de la Fédération de la Loire à la Conférence nationale de Gennevilliers du P.C. (début février), il est envoyé inspecter diverses Fédérations du parti. Il s'installera définitivement dans la région parisienne au début de 1964, à Arcueil (Val-de-Marne). Il est en effet maintenant collaborateur de la Section Education du Comité central, en même temps que membre de la Section P.C.F. d'Arcueil, puis du Comité de la Fédération du Val-de-Marne — la fédération de G. Marchais.

Avant de suivre sa brillante évolution ultérieure, il convient d'ouvrir une parenthèse, non dénuée d'intérêt, sur Jeanine Poinas-Fiterman. L'épouse du nouvel éducateur du parti a abandonné pour un temps début 1964 sa vie professionnelle d'employée de l'E.D.F. pour se « consacrer » au P.C., elle a dorénavant une carrière purement municipale. En mars 1965, elle est élue conseillère municipale P.C.F. d'Arcueil et désignée 3^e adjointe au maire. Seconde adjointe en 1967, elle est réélue en 1971 et reconduite dans ses fonctions d'adjointe auprès du maire d'Arcueil, Marcel Trigon, un familier de Georges Marchais.

En 1966, Charles Fiterman entre au secrétariat de Waldeck Rochet, qui dirigeait alors le P.C. Quand la maladie frappe le secrétaire général du parti, il passe au secrétariat de son successeur potentiel : Georges Marchais. Le triomphe de celui-ci au XX^e Congrès (décembre 1972) s'accompagne de l'entrée au Comité central, en qualité de suppléant, de Fiterman (et aussi de Marcel Trigon, le maire d'Arcueil) et aussi, on l'a vu, de Gremetz et de Lajoinie.

Il entre au secrétariat du Comité central, et devient membre suppléant du Bureau politique au XXII^e Congrès, en février 1976. Marchais lui

confie la responsabilité de la section économique, et de la liaison avec la section « Régions » et avec celle des « Collectivités locales », et le désigne pour représenter le parti au comité de liaison des partis de gauche. Son nom, sa voix et son visage vont vite devenir familiers, grâce à la presse écrite, parlée et télévisée, à tous les Français. On le voit très fréquemment avec le secrétaire général. En septembre 1977, il passe au premier plan de l'actualité au moment de l'époque de la « fêlure » de l'Union de la Gauche.

Ses mérites sont appréciés par sa direction à ce point que le maire de Choisy-le-Roi, Fernand Dupuy, lui abandonne sa circonscription pour les élections législatives de mars 1978. Charles Fiterman est élu député au 2^e tour (après avoir perdu au 1^{er} tour 6,1 % des suffrages communistes exprimés en 1973) ajoutant ce nouveau mandat à celui de conseiller général du Val-de-Marne qu'il détenait déjà. En mai 1977, il était par ailleurs devenu directeur politique d'*Economie et Politique*, la revue d'économie du P.C.

TROIS CARRIERES SEMBLABLES

Par-delà les différences d'âge, d'origine géographique et de milieu familial, Maxime Gremetz, Charles Fiterman et André Lajoinie ont bien des points communs. Ils sont entrés tous trois au P.C. vers l'âge de dix-huit ans (ce qui d'ailleurs est fréquent chez les jeunes qui s'engagent dans l'extrémisme politique, mais rend par comparaison plus curieuse l'adhésion de Georges Marchais à 27 ans révolus dans la même formation). Ils deviennent tous trois membres suppléants du Comité central au XX^e Congrès du P.C., en décembre 1972. Tous trois sont promus en même temps suppléants du Bureau politique au XXII^e Congrès de février 1976. Tous les trois ont été nommés directeur d'une publication officielle du parti. Tous les trois ont reçu en cadeau une circonscription sûre, déjà conquise par le parti, et dont on n'a pas attendu que le titulaire (le député communiste en place) fût mort ou à l'âge de la retraite, pour en gratifier ces trois hommes, qui de ce fait bénéficient maintenant tous les trois de l'immunité parlementaire. Enfin tous trois doivent leur ascension à Georges Marchais, responsable depuis 1959 de la promotion des cadres communistes (Lajoinie « émerge » à l'automne 1959, Fiterman en 1963, Gremetz en 1965). Même si leur ascension s'est d'abord effectuée sous le « secrétariat » de Waldeck Rochet — que Fiterman et plus encore Lajoinie ont fréquenté directement — ils n'auraient pu parvenir si près de la direction du parti sans au moins l'accord de la section dirigée par Marchais.

Ces trois provinciaux doivent donc leur carrière à un seul homme : et ils le savent bien, aussi qu'il pourrait défaire ce qu'il a fait.

Aussi l'intérêt les lierait-il à Marchais si la reconnaissance venait à leur manquer. La reconnaissance qui n'est pas une vertu communiste.

CLAUDE HARMEL et NICOLAS TANDLER.

Quand les communistes chinois dénonçaient le "révisionnisme" yougoslave

RÉVISIONNISTE. Le terme est apparu chez les marxistes orthodoxes — lesquels étaient alors les doctrinaires de la social-démocrate allemande — quand parut, en 1899, le livre d'Edouard Bernstein, lui-même membre du parti social-démocrate : « *Socialisme théorique et social-démocratie pratique* ».

La polémique qui l'opposa alors à Karl Kaustky, à Auguste Bebel, à Rosa Luxembourg était intellectuellement du plus haut niveau (notamment quant à la connaissance du marxisme) et les ouvrages qu'elle inspira sont encore de nos jours d'une lecture enrichissante.

On descend de plusieurs crans dans le sérieux et dans la science quand on aborde la deuxième querelle sur le « révisionnisme ». Elle éclata quand Lénine prétendit que l'interprétation qu'il donnait de Marx était la seule bonne et il taxa de révisionnisme Kautsky qui avait défendu l'orthodoxie contre E. Bernstein. Lénine, encouragé par les circonstances, se laissa aller à son tempérament sectaire et acrimonieux. Il ne se livra pas à une discussion, mais à une campagne, non pour convaincre par des arguments ceux qui étaient tentés de suivre Kautsky, mais pour les détacher de lui en le couvrant d'insultes et en usant de tous les procédés que dicte la mauvaise foi consciente et systématique.

La troisième campagne de dimension internationale contre le révisionnisme eut pour cible Tito et le communisme yougoslave, mais elle connut deux phases successives. Durant la première, de 1948 à 1953, les Soviétiques et les partis communistes d'observance moscovites (ils l'étaient tous alors) déversèrent les pires injures sur le révisionniste de Belgrade, mais ils cesseront brusquement leurs attaques au lendemain de la mort de Staline. Quelques années plus tard, lorsqu'ils rompirent avec Moscou, les communistes chinois prirent la relève, doublant d'ailleurs leur campagne contre le révisionniste Tito d'une campagne contre le révisionniste Khrouchtchev.

Complétons le parallélisme : à la mort de Staline en 1953, le silence se fit, puis les successeurs de Staline se réconcilièrent avec Tito.

I. - Les Chinois et l'autogestion yougoslave

Lors du voyage de Hua Kuo-feng en Yougoslavie, la presse a souligné à diverses reprises l'intérêt qu'il portait aux expériences yougoslaves d'autogestion, visitant des entreprises autogérées, interrogeant les travailleurs, avançant des commentaires favorables.

En 1955, Khrouchtchev lui-même se rendit à Belgrade. De même, après la mort de Mao Tsé-toung en 1976, Tito a cessé d'être vilipendé en Chine et Hua Kuo-feng a fait, deux ans plus tard, un voyage spectaculaire en Yougoslavie.

Dans les deux cas, ce revirement a été accompagné par la mise au pilon d'une quantité énorme de livres, de brochures, d'études toutes plus « scientifiques » les unes que les autres, administrant la preuve définitive de la trahison titiste. Mais dans les deux cas également, il ne s'est trouvé personne pour expliquer comment les deux partis accusateurs, le soviétique, puis le chinois, avaient pu se tromper aussi grossièrement sur Tito, comment surtout il se faisait qu'aucune voix ne s'était élevée pour exprimer fût-ce seulement un doute sur la solidité des anathèmes lancés contre la Ligue des communistes yougoslaves et son chef.

Hélas ! Cette double expérience prouve que les partis communistes d'abord peuvent dire n'importe quoi, ensuite qu'ils n'ont de compte à rendre à personne.

Notons qu'au cours de cette troisième campagne, le glissement des attaques chinoises de Tito à Khrouchtchev se fit insensiblement. Le 5 mai 1958, *Le Quotidien du peuple* publiait un éditorial intitulé : « *Le révisionnisme moderne doit être critiqué* ». Allusion y était faite au passage à Bernstein. Hilferding et Kaustky (par des gens qui manifestement ne connaissaient de ces trois hommes que les injures vomies par Lénine sur eux). Le réquisitoire, qui se voulait idéologique, s'en prenait au nouveau Programme de la Ligue des communistes yougoslaves. En fait, c'était déjà les Soviétiques qui étaient visés.

Ils ne s'y trompèrent d'ailleurs pas.

★★

Il n'est pas inutile, pour montrer ce qu'est la « pensée » communiste, même « enrichie », paraît-il, par Mao Tsé-toung, de reproduire aujourd'hui quelques spécimens des critiques adressées aux communistes yougoslaves par ceux de Pékin.

B. L.

Or, en 1961, la revue doctrinale du Parti communiste chinois *Hongqi* (n° 11) publia un article intitulé *L'autogestion des entreprises en Yougoslavie* rédigé par un certain Liao Yuan.

En voici le début.

« L'AUTO-GESTION DES ENTREPRISES » EN YUGOSLAVIE (*)

par Liao YUAN

« L'auto-gestion des entreprises » est pratiquée par la clique Tito depuis plus de dix ans. La planification socialiste a pratiquement été supprimée en Yougoslavie et les anciennes entreprises d'Etat, usines et mines, transports et communications, commerce, agriculture, sylviculture, services publics et autres branches de l'économie nationale, ont été placées sous la direction « indépendante » de « collectifs » (« conseils ouvriers » et « comités administratifs »). Chaque administration fixe arbitrairement production, gamme et prix des produits sur la base du stock existant et de la demande ; elle achète elle-même matières premières et vend ses produits sur les marchés intérieurs ou extérieurs ; elle décide seule de la répartition des bénéfices, de la fixation des salaires et est seule responsable des bénéfices réalisés et des pertes subies.

Cette politique économique de la clique Tito repose sur une base « théorique » qui lui est propre, la théorie révisionniste selon laquelle l'Etat socialiste, et plus particulièrement sa fonction économique, dépériront pendant la période transitoire. La clique Tito traite la dictature du prolétariat et la gestion de l'économie par l'Etat socialiste de « bureaucratie » et la propriété socialiste du peuple de « capitalisme d'Etat ». Elle affirme que le dépérissement de la fonction économique de l'Etat doit commencer aussitôt et que des « rapports foncièrement socialistes d'un stade plus élevé » et une « véritable démocratie économique »

devraient la remplacer. Elle prétend que « l'auto-gestion des entreprises » serait la solution même, qu'elle est « la seule juste voie du dépérissement de la fonction économique de l'Etat ».

Cette politique économique de la clique Tito est déterminée par sa ligne politique générale. C'est là la ligne réactionnaire qui a amené tout le système social yougoslave à dégénérer en capitalisme.

La clique Tito a toujours présenté ces fadaïses révisionnistes comme un nouveau développement du socialisme. Dans son message de novembre 1960, à l'occasion du XV^e anniversaire de la fondation de la République fédérale populaire de Yougoslavie, Tito disait que l'application de « l'auto-gestion des entreprises » est « une grande contribution au développement ultérieur de la théorie générale et de la pratique du socialisme ». Cependant, l'actuelle situation économique de la Yougoslavie constitue une gifle retentissante pour la clique Tito.

En fait, ce qu'elle appelle la transmission des entreprises aux ouvriers pour qu'ils les gèrent, est tout au plus le pouvoir donné à une poignée de dirigeants d'entreprises pour en contrôler la gestion et l'administration. De leur côté, les grandes masses ouvrières sont souvent privées sans raison de leur droit au travail, sans parler du droit d'administrer les entreprises. S. Vukmanovic, le leader de la Confédération des Syndicats de Yougoslavie, a admis dans une réunion syndicale en janvier 1960, que la bureaucratie, le népotisme et la corruption l'emportaient dans les entreprises yougoslaves, que beaucoup d'ouvriers avaient été renvoyés pour le seul fait d'avoir critiqué des membres de la direction des entreprises... ».

II. - La Yougoslavie est-elle un pays socialiste ?

Le 26 septembre 1963, *Le Quotidien du Peuple* et *Hongqi* publiaient conjointement un article intitulé : « La Yougoslavie est-elle un pays socialiste ? ».

L'étude représentait près de cinquante pages de la revue. Nous n'en reproduisons que l'introduction et la conclusion.

La Yougoslavie est-elle un pays socialiste ?

La question ici n'est pas seulement de savoir comment déterminer la nature de l'Etat yougoslave, mais encore de savoir quelle voie les pays socialistes doivent suivre, la voie de la Révolution d'Octobre, afin de poursuivre la révolution socialiste jusqu'au bout, ou bien celle de la Yougoslavie, menant à la restauration du capitalisme. Il s'agit également de savoir si la clique de Tito est un parti frère et une force anti-impérialiste ou un groupe de renégats du mouvement communiste international et de laquais de l'impérialisme.

Sur cette question, des divergences fondamentales existent entre, d'une part, la direction du Parti communiste de l'Union soviétique et, d'autre part, nous et tous les autres marxistes-léninistes du monde.

Tous les marxistes-léninistes estiment que la Yougoslavie n'est pas un pays socialiste. Ayant trahi le marxisme-léninisme, trahi le peuple yougoslave, les milieux dirigeants de la Ligue des Communistes de Yougoslavie sont des renégats du mouvement communiste international et des laquais de l'impérialisme.

La direction du P.C.U.S. soutient, cependant, que la Yougoslavie est un pays socialiste, que la Ligue des Communistes de Yougoslavie se fonde sur le marxisme-léninisme, qu'elle compte parmi les partis frères et fait partie des forces anti-impérialistes.

Dans sa lettre ouverte du 14 juillet dernier, le Comité central du P.C.U.S. proclame la Yougoslavie « pays socialiste » et la clique Tito « parti frère au pouvoir ».

Le camarade Khrouchtchev a visité récemment la Yougoslavie, il y a prononcé de nombreux discours, dans lesquels il a révélé plus clairement que jamais, le véritable point de vue de la direction du P.C.U.S., levant une fois pour toutes le voile pudique dont elle s'était servie pour se couvrir dans cette question.

Aux yeux de Khrouchtchev, la Yougoslavie est non seulement un pays socialiste, mais encore un pays socialiste « avancé », un pays où l'on n'entend pas de « bavardages sur la révolution » mais où l'on constate

(*) Article paru dans *Hongqi*, N° 11, 1961.

« l'édification concrète du socialisme », un pays dont le développement apporte « une contribution concrète à l'ensemble du mouvement ouvrier révolutionnaire international ». Khrouchtchev considère que tout cela mérite d'être admiré et étudié par lui.

Aux yeux de Khrouchtchev, la direction du P.C.U.S. et la clique Tito sont « non seulement des frères de classe », mais aussi des « frères liés... par les objectifs communs qu'ils ont devant eux », et la direction du P.C.U.S. est « une alliée sûre et fidèle » de la clique Tito.

Khrouchtchev estime qu'il a trouvé au sein de la clique Tito le vrai « marxisme-léninisme ». Or, dans sa lettre ouverte, le Comité central du P.C.U.S. disait que « des désaccords sur plusieurs questions idéologiques de principe demeurent entre le P.C.U.S. et la Ligue des Communistes de Yougoslavie ». C'était une feinte, car maintenant Khrouchtchev déclare aux dirigeants yougoslaves : « Nous avons une seule et même idéologie et sommes guidés par la même théorie », avec la même position « marxiste-léniniste ».

BREVE CONCLUSION

La restauration du capitalisme en Yougoslavie constitue pour le mouvement communiste international un nouvel enseignement historique.

Elle nous apprend qu'après la prise du pouvoir par la classe ouvrière, il existe encore une lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat, une lutte entre les deux voies — capitalisme et socialisme, et que le danger de la restauration du capitalisme subsiste. La Yougoslavie fournit un exemple bien caractéristique de restauration du capitalisme.

La restauration du capitalisme en Yougoslavie nous apprend qu'un parti de la classe ouvrière peut,

avant son accession au pouvoir, tomber sous la coupe de l'aristocratie ouvrière, dégénérer en un parti bourgeois et devenir un valet de l'impérialisme et même après son accession au pouvoir, tomber sous la coupe des nouveaux éléments bourgeois, dégénérer en un parti bourgeois et devenir un valet de l'impérialisme. La Ligue des Communistes de Yougoslavie fournit un parfait exemple de pareille dégénérescence.

La restauration du capitalisme en Yougoslavie nous apprend que dans un pays socialiste, la restauration du capitalisme ne s'opère pas nécessairement par un coup d'État contre-révolutionnaire ni par une invasion armée de l'impérialisme, qu'elle peut se faire aussi par la dégénérescence du groupe dirigeant du pays. Il est toujours plus facile de prendre une forteresse de l'intérieur. La Yougoslavie en fournit un excellent exemple.

La restauration du capitalisme en Yougoslavie nous apprend que le révisionnisme est le produit de la politique impérialiste. Le vieux révisionnisme fut le produit de la politique impérialiste de corruption et d'entretien de l'aristocratie ouvrière. Le révisionnisme moderne, lui aussi, a été engendré de cette façon. A présent, ces tentatives de corruption entreprises par l'impérialisme ont atteint une envergure telle que celui-ci est prêt à acheter à n'importe quel prix les groupes dirigeants des pays socialistes, pour réaliser par leur intermédiaire la politique « d'évolution pacifique » prônée par lui. Si l'impérialisme américain considère la Yougoslavie comme le « bélier meneur du troupeau », c'est parce que celle-ci fournit un excellent exemple à cet égard. La restauration du capitalisme en Yougoslavie dessillera les yeux de tous les marxistes-léninistes du monde, ils se rendront compte, plus clairement encore, de la nécessité impérieuse qu'il y a de s'opposer au révisionnisme moderne.

Étude documentaire

Une évolution doctrinale au P.C.F. Le ralliement du Parti communiste français à l'autogestion

LE 7 novembre 1977, M. Georges Marchais recevait M. Edmond Maire et plusieurs autres représentants de la C.F.D.T. venus s'enquérir des intentions du Parti communiste après la rupture de l'Union de la gauche, de même qu'ils étaient allés ou qu'ils allaient rendre visite au Parti socialiste, aux radicaux de gauche et au P.S.U.

Le secrétaire général du P.C.F. remit à celui de la C.F.D.T. un long mémoire intitulé : « Pour une avancée décisive de la démocratie » dans lequel la direction du parti faisait siennes maintes positions propres à la C.F.D.T. que les communistes avaient jusqu'alors repoussées ou ignorées. Même le mot « avancée » semble avoir été mis là pour faire plai-

sir aux céhefdétistes, car il appartient à leur vocabulaire spécifique.

LA CONVERSION DU P.C.

On lisait notamment :

« Pour que le changement soit réel, il s'agit d'avancer de front dans tous les domaines vers une société toujours plus démocratique, décentralisée, autogestionnaire, une société faite pour les travailleurs et par les travailleurs eux-mêmes... »

« Il s'agit d'avancer sur le chemin d'une gestion toujours plus large de la société toute entière par les travailleurs eux-mêmes, c'est-à-dire *l'autogestion* » (*l'Humanité*, 8-11-1977).

Et pour que nul n'en ignorât — encore que le mémoire en question eût été tiré à 500.000 exemplaires — l'organe du Parti qui a de tous et de loin le plus fort tirage et la plus large diffusion, *l'Humanité-Dimanche*, paraissait le 22 novembre avec un titre qui remplissait toute la couverture : « *Sommes-nous devenus autogestionnaires ?* », la réponse à cette question, donnée par M. Pierre Juquin, étant évidemment oui.

Ainsi, officiellement, le Parti communiste se ralliait à la formule et peut-être même à l'idée de l'autogestion qu'il avait jusqu'alors tout aussi officiellement repudiées.

Quelques jours plus tard, M. Edmond Maire prenait acte de ce ralliement, non sans montrer quelque scepticisme, non sans faire savoir qu'il voulait attendre, pour être certain de l'authenticité de la conversion du P.C. français, que les actes rejoignent les paroles. Il constatait bien « *le renouvellement des thèmes mis en avant par le P.C.F.* », mais il faisait remarquer que « *dans les entreprises, les militants communistes se comportaient encore comme si le langage et les positions du P.C.F. n'avaient pas changé* » et il se permettait aussi de souligner qu'il y avait « *contradiction entre le projet autogestionnaire et une conception de la transformation sociale fondée sur l'existence d'un seul parti de la classe ouvrière régi par les principes du centralisme démocratique, qui se définit comme l'avant-garde de l'ensemble de l'action de masse, comme détenteur de la science de l'histoire* » (*l'Humanité*, 16-11-77).

Toutefois, depuis lors, (sans ébranler pour autant, semble-t-il, le scepticisme de M. Maire) les communistes ont persévéré dans leurs affirmations autogestionnaires, et les militants de la base, d'abord surpris par ce tournant, se sont vite alignés. Désormais, le mot appartient au vocabulaire du Parti et les communistes en usent sans même éprouver le besoin de présenter une justification de leur revirement.

Citons au hasard cette phrase d'un article de M. Claude Poperen dans *France Nou-*

velle du 14 août 1978 : « *Le Comité central d'avril [1978] a souligné l'importance qu'il y avait à faire connaître et assimiler la richesse du 22^e Congrès et des documents qui en découlent sur la pratique autogestionnaire à l'entreprise, dans la cité, au niveau départemental et régional, à faire connaître sa démarche en direction des chrétiens, des femmes, sa conception d'un nouvel ordre international...* » (1).

L'ALIGNEMENT DE LA C.G.T.

Comme il se doit, la C.G.T. s'est alignée aussi vite qu'elle l'a pu sur la nouvelle position du Parti.

Contentons-nous d'une déclaration de Séguy, la plus explicite peut-être.

Comme, au cours d'une conférence de presse, un chroniqueur du *Monde* lui faisait remarquer, usant des termes dont on se sert à la C.F.D.T., que « *sa logique [était] tout entière centraliste* » et lui demandait s'il croyait « *qu'il suffit de nationaliser* », il répondit :

« Nous ne sommes pas du tout des fanatiques du centralisme. Il ne suffit pas de changer de gouvernement. La question de la place et du rôle des travailleurs dans la vie nationale est décisive.

« Nous avons parlé de cela avec les dirigeants du Parti socialiste et nous avons observé des divergences quant à la nomination des directions des entreprises nationalisées.

« Voilà pourquoi, après avoir compris ce que nos camarades de la C.F.D.T. mettaient dans le mot « *autogestion* » nous l'avons adopté. Je vous ferai remarquer qu'à part la C.F.D.T. et la C.G.T. personne ne parle d'autogestion au plan syndical. Et puis, il y a le Parti communiste au plan politique » (*l'Humanité*, 19-1-78).

Depuis lors, l'autogestion est entrée dans la doctrine courante de la C.G.T. (encore que le mot semble se trouver moins souvent dans ses textes que dans ceux du parti, la nature composite des effectifs cégétistes imposant aux dirigeants d'observer certains ménagements). Dans le « *projet d'orientation* » soumis à la « *discussion* » des militants en vue du 40^e Congrès confédéral qui aura lieu à Grenoble, du 26 novembre au 1^{er} décembre 1978, on peut lire cette mise au point (qu'on n'ose pas dire définitive) :

« Dans le passé, un débat s'est instauré

(1) De même, à la fête de *l'Avant-Garde*, en juin 1978, parmi les débats organisés, l'un avait pour sujet « *l'autogestion, avec Philippe Herzog, membre du Comité central, Richard Dethyre, membre du Bureau national du M.I.C.F., Charles Piaget, syndicaliste* » (*l'Humanité*, 1-6-1978), Ch. Piaget étant, on s'en souvient, le militant de la C.F.D.T. qui a conduit l'action chez Lip.

avec d'autres formations politiques ou syndicales sur le problème de la gestion.

« Il portait du fait que ces organisations ne tenaient compte ni de la nécessité d'assurer la propriété nationale des secteurs clés de l'économie et d'établir un pouvoir politique résolu à accomplir les réformes qui s'imposent ni de celle d'une propriété sociale de l'entreprise pour que les travailleurs jouent un rôle effectif dans la gestion.

« Ces nécessités étant établies et dès lors qu'on s'y tient, les problèmes de la plus large participation des travailleurs à la gestion et aux décisions à tous les échelons trouvent plus aisément des réponses communes : « *gestion démocratique* » et « *autogestion* » correspondent aux mêmes aspira-

tions et leur contenu peut se définir concrètement » (*Le Peuple*, 1^{er}-15 août 1978).

Est-il besoin de préciser que les cégétistes ne disent pas la vérité quand ils essaient de sauver la face en prétendant que ce sont les autres — à savoir la C.F.D.T. — qui ont modifié leurs conceptions de l'autogestion ? Lors de son grand congrès doctrinal de 1970, la C.F.D.T. avait bien précisé que l'autogestion n'était pas possible sans la propriété sociale des moyens de production et d'échange et sans la planification démocratique, destinée à remplacer le marché ; elle avait admis également que la réalisation du socialisme autogestionnaire exigeait la présence au pouvoir de partis politiques favorables au socialisme.

I. Quand la C. G. T. et le P. C. condamnaient l'autogestion

Il serait trop long de retracer autrement que dans ses très grandes lignes, l'histoire de l'idée d'autogestion, mais il n'est pas inutile d'en dire quelques mots pour mieux comprendre la répugnance que les communistes ont d'abord montrée à son égard.

LES DÉBUTS DE L'AUTOGESTION

Disons d'abord que si le mot est nouveau, l'idée dans sa généralité est fort ancienne : elle plonge ses racines dans le socialisme utopique, notamment chez Fourier, dans le communisme libertaire à la manière de Kropotkine, dans le syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914. N'en trouve-t-on pas une trace dans la célèbre Charte d'Amiens, de 1906 ? Il y est dit en effet que « *le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale* » (2).

Le mot, par contre, est entré récemment dans la langue française. Il ne figure pas dans les premières éditions du « Robert » (dont le premier volume fut achevé en 1953). Le *Trésor de la langue française* donne, pour première attestation, un texte de 1960. Il est vraisemblable que le mot est apparu un peu avant cette dernière date, dans des commentaires ou des traductions concernant l'expérience yougoslave d'autogestion (3).

(2) La C.F.D.T. a écarté l'idée de faire gérer l'économie et les entreprises par les organisations syndicales, idée qui figure encore dans Pierre Besnard : *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale*, Paris, 1930, édité par la C.G.T.S.R. D'après elle, à côté du pouvoir élu dans l'entreprise par l'ensemble des travailleurs, il subsistera un pouvoir syndical autonome pour empêcher le pouvoir élu de devenir automatique, tout pouvoir, même élu, ayant besoin d'être contrôlé.

(3) Le mot « auto-gestion » (ainsi orthographié) figure dans un discours d'Edouard Vaillant au 7^e Congrès du Parti socialiste, à Nîmes, en 1910, mais ce néologisme ne prit pas. Cf. *Les Etudes Sociales et Syndicales*, n° 249, décembre 1976.

On ne commet pas, semble-t-il, d'injustice majeure en attribuant à la C.F.D.T. la priorité dans l'inscription de l'autogestion à son programme. Elle semble bien être en tout cas la première des organisations politiques ou syndicales de premier plan à l'avoir fait. Elle tournait depuis quelques années autour de cette notion, que beaucoup de militants adoptaient déjà, mais elle n'osait la produire officiellement comme sienne, craignant peut-être que l'accueil ne fût pas favorable.

Les événements de mai 1968 la décidèrent, en lui apportant la révélation d'une immense aspiration des travailleurs aux responsabilités comme à la liberté. C'est du moins ce que ses militants ont cru voir. Le 16 mai 1968, elle publiait un communiqué où figuraient et l'idée et, pour la première fois, le mot d'autogestion.

« La lutte des étudiants pour la démocratisation des universités est de même nature que celle des travailleurs pour la démocratie dans les entreprises. Les contraintes et les structures insupportables contre lesquelles les étudiants se révoltent existent parallèlement, et souvent d'une façon encore plus intolérable, dans les usines, chantiers, services et administrations...

« A la monarchie industrielle et administrative, il faut substituer des structures démocratiques à base d'autogestion... » (texte complet dans A. Detraz, F. Krumnov, E. Maire : *La C.F.D.T. et l'autogestion* (Edition du Cerf, Paris, 1973, p. 76).

La C.F.D.T. préparait alors, sur décision de son congrès de 1967, l'élaboration d'une doctrine, propre à remplacer celle du syndicalisme chrétien traditionnel, abandonnée définitivement en 1964. L'autogestion forma le thème central des travaux de réflexion déjà en cours. Le congrès de mai 1970 eut à discuter un volumineux rapport sur « *Planification démocratique et autogestion* » et depuis lors, l'autogestion est devenue pour la C.F.D.T. « *un des trois piliers indissociables du socialisme*

avec la planification démocratique et la socialisation des moyens de production » (o.c., p. 77).

SÉGUY : L'AUTOGESTION, UNE IDÉE CREUSE (21 MAI 1968)

Les communistes de la C.G.T. furent les premiers à réagir aux affirmations autogestionnaires de la C.F.D.T.

Le 21 mai 1968, Georges Séguy, lors d'une conférence de presse, laissait tomber ces propos dédaigneux :

« Le mouvement placé sous la vigilance des travailleurs est bien trop puissant pour qu'il puisse être question de le stopper par des formules creuses : *autogestion*, réformes de structure, plan de réformes sociales et universitaires et autres inventions qui aboutissent toutes à reléguer à l'arrière-plan les revendications immédiates » (*Le Peuple*, n° spécial 15 mai-30 juin 1968, p. 41).

Ainsi, l'autogestion n'était pas seulement une formule « creuse » — c'est un mot qui reviendra souvent sous les plumes communistes (4) : elle était un moyen de détourner les travailleurs des revendications concrètes.

De là à dire que c'était la « bourgeoisie », le « grand capital » ou les « monopoles » qui avaient suggéré cette formule pour égarer les travailleurs, il n'y avait qu'un pas qui fut vite franchi (s'il ne l'était pas déjà dans la pensée de Séguy).

UNE SUGGESTION DES IDÉOLOGUES DE LA BOURGEOISIE

Le 23 avril 1969, le secrétaire général de la C.G.T. signait une préface pour le recueil des articles de Krasucki dans *la Vie ouvrière* du 4 février au 23 avril 1969, publié par les Editions sociales sous le titre : *Syndicats et lutte de classes*.

En mai et juin 1968, lisait-on dans ce texte

« les idéologues de la bourgeoisie ont... tout de suite mesuré l'étendue du désastre qui résulterait du ralliement de ces masses considérables aux idées et à la pratique de la lutte des classes. Tous les moyens ont été bons pour éviter ce danger principal et,

(4) Le mot n'était pas employé au hasard. Il appartient au vocabulaire légué par Lénine aux communistes du monde entier.

Dans son rapport au Comité central des 8 et 9 juillet 1968, W. Rochet rappellera les propos de Lénine contre les « gauchistes » de son temps :

« La « phrase creuse », le coup de gueule en guise d'esprit révolutionnaire », le « remplacement du travail large et complet par la vocifération des mots d'ordre », la « caricature du communisme », voilà les termes dont Lénine se servait pour caractériser les petits bourgeois gauchistes qui voulaient, après 1905 renoncer au travail parlementaire et à toute possibilité d'utilisation des voies légales en Russie » (*l'Humanité*, 10 juillet 1968).

comme il était difficile d'attaquer seulement de droite à un moment où la grève avait embrasé tout le pays, on a eu recours à l'offensive de gauche en facilitant outrancièrement *sinon en inspirant directement* les agissements de tout ce que le pays comptait d'anarchistes, de trotskistes ou de maoïstes qui constituent, pour l'ennemi de classe, un milieu idéal de recrutement d'agents provocateurs.

« Pour le pouvoir des monopoles, cette offensive présentait et présente toujours le double avantage de répandre la confusion parmi les travailleurs, de les diviser, voire de les entraîner dans des provocations et d'isoler la classe ouvrière des autres couches de la population laborieuse qui ont naturellement l'anarchie en horreur.

« Ainsi sont apparus des mots d'ordre dérisoires tels que : pouvoir ouvrier, co- ou *autogestion*, participation, cependant que les revendications étaient présentées comme le vice le plus sordide d'une société de consommation périmée... » (o. c., p. 9).

On a reconnu le procédé. Il était typiquement bolchevick. On ne discute pas l'idée, on la déshonore et on déshonore ceux qui la propagent. Ils sont des agents de l'ennemi de classe, inconsciemment au mieux, consciemment peut-être. Autrement dit, des imbéciles ou des gredins.

LA CRITIQUE DE KRASUCKI

Krasucki avait cependant tenté une critique directe de l'idée d'autogestion.

« Si cogérer, c'est gérer... avec les capitalistes, autogérer, c'est gérer soi-même, c'est-à-dire *sans* les capitalistes. Ce qui ne serait pas pour nous déplaire, comme chacun sait.

« Mais comment gérer *sans* les capitalistes *aussi longtemps* que les entreprises et tous les moyens de l'économie leur appartiennent et *aussi longtemps* qu'ils disposent de toute la puissance de l'Etat et d'un gouvernement à leur service ? En les priant de bien vouloir nous laisser faire ? Les promoteurs du mot d'ordre d'autogestion sont toujours muets sur la question ».

« Il paraît qu'il y a eu des velléités « d'autogestion ». On a même tenu des colloques pour en faire des bilans et étudier la chose. Certains journaux réputés sérieux ont fait grand cas d'une semblable tentative à l'usine C.S.F. de Brest. On ne pouvait mieux choisir.

« La C.S.F. est l'un des plus grands trusts de l'électronique. Elle appartient à un puissant groupe industriel et financier. Elle possède plusieurs grandes entreprises en France. Et alors, on va lui en subtiliser une, subrepticement, sans qu'elle s'en aperçoive et sans qu'il se passe rien ? Et puis on va faire marcher toute seule, comme une entreprise indépendante, une usine qui dépend pour ses études, pour ses approvisionne-

ments, pour l'écoulement de sa production (sans parler de son financement...) d'un vaste ensemble unifié !

« Un petit morceau de socialisme ici, au beau milieu d'un monopole capitaliste géant, puis un autre petit morceau ailleurs, et tout plein de petits morceaux : le socialisme en miettes, un saupoudrage de socialisme ! Et les capitalistes, médusés, n'auront plus qu'à aller planter leurs choux gentiment.

« On hésite à discuter de pareilles incongruités, mais, aussi incroyable que ce soit, elles ne sont pas seulement le fait de quelques esprits naïfs : elles sont l'œuvre d'organisations, l'objet de toute une propagande qui prétend apporter le moyen de réaliser un « socialisme démocratique ». Et c'est au nom de semblables fantaisies « qualitatives » que certains se présentent en « révolutionnaires » pour conduire la classe ouvrière... » (*Vie ouvrière*, 5-3-1969 et o. c., pp. 35-37).

De toute évidence, Krasucki visait d'abord la C.F.D.T. Il est vrai qu'on était alors dans une période — qui va de juin 1968 à septembre 1969 — où les relations étaient particulièrement tendues entre les deux confédérations, où, dans ce qu'à la C.F.D.T. on appelle « l'unité conflictuelle », l'accent était mis sur l'adjectif plus que sur le substantif.

Krasucki reprenait alors la thèse la plus classique du marxisme. L'évolution du capitalisme dans le sens de la concentration industrielle crée les conditions matérielles du socialisme, en permettant de réaliser la propriété collective des moyens principaux de l'économie, car le premier problème qui se pose n'est pas celui du mode de gestion, mais celui de la propriété.

Il poursuivait :

« L'idée d'autogestion a pourtant un sens réel. C'est celui de *l'autogestion de la société tout entière*. Dès lors qu'elle ne sera plus régentée par une minorité de maîtres qui la dominant, la société parviendra progressivement à s'administrer, à gérer ses affaires elle-même, collectivement, c'est-à-dire à s'auto-administrer, à S'AUTO-GERER.

EST & OUEST

Abonnement annuel — France : 115 F.

Etranger : 180 F.

Marché Commun : 152 F.

Supplément avion : + 30 F.

est édité par

Le Centre d'Archives et de Documentation

86, boulevard Haussmann - Paris 8^e

C.C.P. PARIS 8477-17

« Mais A CE NIVEAU-LA, CELUI DE LA SOCIÉTÉ DANS SON ENSEMBLE.

« Même dans une société socialiste pleinement développée, IL NE PEUT Y AVOIR VRAIMENT AUTOGESTION DES ENTREPRISES au sens où elles seraient gérées de façon complètement indépendante par ceux qui y travaillent, ce qui est le sens exact du mot.

« Ce n'est possible que partiellement, car l'économie moderne n'ira pas en arrière vers le morcellement : elle sera de plus en plus un ensemble indissoluble et complexe. C'est donc au niveau de l'ensemble qu'on pourra parler un jour d'autogestion de la société » (o. c., p. 38-39).

CONSERVATISME DOCTRINAL

O, monotonie ou conservatisme des querelles entre les utopistes ! On se retrouve, cent vingt ans plus tard, en présence du conflit entre le marxisme naissant et les socialismes d'avant lui, le fouriérisme notamment : il n'est pas possible de créer le socialisme morceau par morceau, un phalanstère ici, un autre là, jusqu'à ce que toute la société soit gagnée ; mais l'espérance du socialisme ne doit pas être abandonnée pour cela, car ce que nous, socialistes, ne pouvons pas faire — convaincre les travailleurs indépendants de se constituer en communautés — le capitalisme le fait à notre place. C'est lui qui, par la concentration industrielle, loi fondamentale de sa nature, remplacera le travail individuel par le travail collectif, créant ainsi les conditions d'instauration du socialisme le jour, inévitable, où la crise générale du capitalisme paralysera tous les mécanismes sociaux, la société basculant fatalement de ce fait dans le socialisme.

Et si les premiers socialistes ou leurs héritiers faisaient remarquer que ce socialisme à base de concentration industrielle risquait d'être centralisateur et despotique, au-delà même de la période transitoire, dite de dictature du prolétariat, Marx et ses disciples invoquaient la dialectique et ses « renversements » pour expliquer qu'au contraire ce serait l'épanouissement de toutes les libertés, l'exploitation de l'homme par l'homme ayant disparu, la société ayant cessé d'être divisée en classes antagonistes, double disparition qui entraînerait inévitablement le dépérissement de l'Etat, cet instrument de la domination d'une classe sur l'autre.

Vers 1848, de telles théories n'étaient déjà que difficilement supportables : après plus d'un siècle de réflexions et d'expériences, elles ont quelque chose d'effrayant par la capacité d'aveuglement et la sclérose intellectuelle que leur survivance suppose.

Disons, pour n'y plus revenir, que les militants de la C.F.D.T. tinrent compte des critiques communistes (si du moins leurs propres réflexions ne les avaient pas amenés aux mêmes conclusions). Ils s'empressèrent de préciser que l'autogestion des entreprises n'était pas concevable sans la propriété sociale des moyens de production et d'échange et la planification démocratique (5).

RÉACTIONS PLUS LENTES DU PARTI

Ce sont les militants communistes chargés de responsabilités à la C.G.T. qui réagirent les premiers contre l'autogestion. Cela s'explique, puisque l'idée était lancée avant tout par la C.F.D.T. Les « gauchistes » eux aussi se déclarèrent favorables à l'autogestion, et les gauchistes furent dans les mois qui suivirent la révolution de mai 1968 l'ennemi principal des communistes, mais c'était d'autres aspects de leur action et de leur pensée qui alarmaient le P.C.F.

Au Comité central réuni à Nanterre (le choix du lieu n'étaient pas dû au hasard), les 9 et 10 juillet 1968, Waldeck Rochet, alors secrétaire général, déclarait qu'il fallait à la fois se protéger « *contre le doctrinarisme de gauche et le révisionnisme droitier* », mais, disait-il, « *cette lutte sur les deux fronts n'exclut pas, mais suppose l'orientation de l'effort principal contre le danger le plus pressant qui est aujourd'hui le danger gauchiste* ».

Or, ce qu'il reprochait aux gauchistes, c'était la pratique des minorités agissantes, la prétention de « bousculer » la classe ouvrière pour la forcer à la révolution, la substitution de la jeunesse aux ouvriers comme moteur de l'action révolutionnaire, le recours

(5) En rendant compte du congrès de la C.F.D.T. de mai 1970, Raymond Gelly fut d'une extrême discrétion au sujet de l'autogestion. Il se borna à un énoncé qui avait quelque chose d'une mise en garde :

« Il ne s'agit pas ici d'engager le débat, dont nous souhaitons qu'il s'ouvre, sur les divergences... sur la notion d'autogestion par exemple, notion au demeurant fort controversée au congrès même et à propos de laquelle on peut se demander s'il en sera discuté dans les usines autant qu'il en fut parlé ici » (*L'Humanité*, 11-5-1970).

Par contre, il avait donné un certain relief aux critiques de Gilbert Declercq (Pays de Loire) qui avait jugé « *illusoire et dangereux* »... de parler de « *conquêtes partielles dans une perspective d'autogestion* » dans ce régime. « *Tant que dans la société industrielle les secteurs dominants de l'économie seront au pouvoir de la bourgeoisie, une tentative de gestion partielle est vouée à l'échec et conduit à l'intégration* ». Il faut d'abord nationaliser la banque, le crédit, les industries décisives » (*L'Humanité*, 9-5-1970).

(6) Bien entendu, W. Rochet ne limitait pas les moyens d'action du Parti communiste à l'activité parlementaire :

« *Nous avons toujours utilisé... la tribune du*

« *Parlement pour y faire entendre les exigences populaires, pour y défendre et faire adopter, si possible, les réformes utiles à la classe ouvrière, mais sans jamais perdre de vue notre objectif révolutionnaire et la nécessité de recourir à d'autres formes de lutte* ».

UN VAIN BAVARDAGE

L'idée autogestionnaire avait-elle fait six mois plus tard assez de progrès dans les esprits pour qu'elle ne parût plus tout aussi négligeable ? En tout cas, à la session du Comité central, les 5 et 6 décembre 1968, à Champigny, Waldeck Rochet lui accorda une mention :

« Quant aux gauchistes, ils rejoignent pratiquement les réformistes dans l'escamotage de cette question décisive du pouvoir politique.

« Ils prétendent instituer l'autogestion dans l'entreprise, quel que soit le mode de propriété, c'est-à-dire sans toucher à la propriété privée des moyens de production et sans changer l'Etat bourgeois par un Etat socialiste. Mais on se perd en conjectures sur ce que pourrait signifier l'autogestion dans une entreprise demeurée au pouvoir des monopoles au sein d'un Etat capitaliste. De tels mots d'ordre ne représentent qu'un néant, un cri en l'air, un vain bavardage » (*L'Humanité*, 7-12-1978).

Il y avait plus de dédain que d'inquiétude, semble-t-il, dans ce rejet. Pas plus que Séguy ou que Krasucki, Rochet n'avait essayé de prendre une idée précise de ce que les « autogestionnaires » mettaient sous ce nouveau vocable.

CO-GESTION, AUTOGESTION, PARTICIPATION

Les communistes fournirent un premier exposé critique de leurs opinions sur l'autogestion, par la plume de Jacques Brière, dans un article d'« *Economie et politique* » publié en janvier 1969 sous le titre « *Co-gestion, autogestion, participation* ».

« *En effet, si à certains moments la lutte parlementaire a pris de l'importance dans des pays comme le notre, nous avons toujours considéré que c'est avant tout par de multiples actions de masse de la classe ouvrière et des plus larges couches populaires que pourra être modifié le rapport des forces sociales et politiques en faveur de la démocratie et du socialisme.*

« *En bref, l'action du Parlement, même le mieux composé — ce qui n'est pas le cas de l'Assemblée actuelle — ne pourra jamais remplacer l'action populaire sous ses multiples formes. L'oublier, ce serait tomber dans le crétinisme parlementaire* » (*L'Humanité*, 10-7-1968).

Si les communistes s'étaient hissés au pouvoir à la faveur d'une victoire électorale de la gauche, ils n'auraient donc pas pour autant renoncé à se servir des « actions de masse ». Ils ne seraient pas tombés dans le crétinisme parlementaire.

Titre caractéristique : l'amalgame a pour objet de déconsidérer l'idée d'autogestion : étant donné que les « autogestionnaires » considèrent participation et co-gestion comme des abominations. Il est vrai que Jacques Brière ne reconnaît à ces trois notions qu'un trait commun : leurs partisans s'efforcent d'éluder les problèmes nombreux et complexes posés par la gestion. Il convient ailleurs — à la satisfaction des théoriciens de l'autogestion (7) — que « le courant idéologique auquel [les partisans de l'autogestion] se rattachent diffère du courant dont les défenseurs de la co-gestion sont représentatifs. Ceux-ci... se relie[n]t au réformisme, ceux-là à l'anarchisme et aux divers courants de pensée qui défient l'individu ou érigent la révolte en système ».

Et d'invoquer abondamment Stirner, le père de l'anarchisme individualiste, déjà pourfendu par Marx dans « l'idéologie allemande » en 1845-1846 !

On dirait vraiment un de ces « dialogues des morts », chers aux auteurs classiques. Encore faisaient-ils parler les ombres des anciens pour exprimer les idées du présent. Ici, ce sont les vivants qui ressassent les formules des morts.

Il ne serait pas inutile de montrer — mais cette idée demanderait une étude et nous ne pouvons que l'effleurer au passage — que Jacques Brière se trompait en expliquant mai 1968 et le ralliement des « hommes de mai » à l'autogestion (« Il n'est pas surprenant que l'on ait parlé d'autogestion en mai 1968 », écrit-il) par un débordement d'individualisme, un appétit de liberté : le besoin de communauté, on pourrait presque dire d'obéissance au groupe, a joué le premier rôle, même s'il s'est caché sous un masque libertaire.

Brière reprend les critiques déjà vues : il admet que les autogestionnaires posent eux aussi le problème de la propriété (Krasucki ne faisait même pas cette concession), mais il leur reproche d'affirmer « que le changement du régime de propriété (l'abolition de la propriété privée) n'est qu'un préalable — indispensable — mais qui en soi ne résoud rien ». Pour lui, pour les communistes « la socialisation de la propriété des moyens de production n'est pas un simple préalable formel ». Elle demeure « la question essentielle. Elle condition-

(7) Cf. Yvon Bourdet : « Les communistes français et l'autogestion », dans *Autogestion et socialisme* (mars-juin 1970).

Cette publication originale, entièrement consacrée aux théories et aux expériences autogestionnaires (dans un esprit favorable à l'autogestion) et dont Yvon Bourdet est l'animateur principal a publié plusieurs études sur le P.C.F. et l'autogestion. « Les communistes français et l'autogestion » (n° 11-12, mars-juin 1970) ; « Une prise de position d'Andrieu con-

ne la possibilité d'édifier une économie qui se fixe pour but la satisfaction des besoins des hommes. Elle crée une situation objectivement nouvelle dans laquelle aucun problème ne peut plus être posé et résolu comme avant ».

Sur le rôle de l'Etat, du pouvoir d'Etat, la pensée de Brière manque de précision, et l'on sent bien que c'est là que le bât blesse. Mais toute sa critique des espoirs que les partisans de l'autogestion fondent — d'après lui, sur la spontanéité des masses, implique la croyance en la nécessité d'une force pensante qui ait « une connaissance approfondie des lois du mouvement social » d'une part et qui, d'autre part, puisse assurer la cohésion entre les différents groupes autogérés.

« La confiance absolue des partisans de l'autogestion dans la « spontanéité » traduit au moins la sous-estimation ou l'ignorance du rôle de la connaissance et de la science, de leur nécessité absolue...

« Juxtaposer des unités autogérées, souveraines en dernier ressort de leur décisions, c'est tendre à ce que ces unités autonomes rétablissent des conditions de production et d'échange qui s'apparentent à celles de l'économie capitaliste de libre concurrence, ce qui est impossible et absurde, au stade d'une économie hautement développée et complexe ».

A cette critique, répétons-le, les « autogestionnaires » ont prétendu répondre par la planification démocratique — ce qui ne résoud nullement le problème à moins que, comme Yvon Bourdet, on croit possible de « créer des organes de coordination sans instituer par le fait même, des moyens de domination ». (*Autogestion et socialisme*, mars-juin 1970, p. 239).

LA CONVERSION DU P.S. A L'AUTOGESTION

Les choses changèrent quand le parti socialiste inscrivit officiellement l'autogestion à son programme.

En juin 1971, au Congrès d'Epinau qui consacra l'élévation de M. Mitterrand à la tête du Parti, le CERES auquel il devait son élection reçut en récompense, en la personne de J.-P. Chevènement, le soin de rédiger le programme socialiste.

tre l'autogestion » (n° 22-23, janvier-mars 1973) ; « Le Parti communiste et le socialisme autogestionnaire » (n° 28-29, octobre 1974-janvier 1975) — ces études étant d'Yvon Bourdet ; « Le P.C.F., l'autogestion et le sens des mots », par Olivier Corpet (n° 37-38, avril 1977).

Puisque nous citons le nom d'Yvon Bourdet, rappelons que notre ami Lucien Laurat attachait de l'importance aux travaux de Bourdet sur ce qu'on appelle, un peu par commodité, « l'austromarxisme ».

« Le travail de réflexion accumulé par le CERES depuis 1966 allait m'être précieux et plus encore la collaboration des dizaines d'amis qui, d'août à décembre 1971, jetèrent dans l'entreprise toutes leurs énergies », a-t-il écrit depuis, afin de doter le parti d'« un programme ambitieux mettant le socialisme à l'ordre du jour dans notre pays » et préservant à la fois « la personnalité du Parti socialiste et les chances d'un accord avec le Parti communiste ».

Cette ambition qu'il fallait donner au programme socialiste, Chevènement la demanda à « l'idée force d'autogestion qui résumait naturellement les aspirations de Mai ». Elle « renouvelait profondément le contenu que chacun avait l'habitude de mettre dans le socialisme. Au-delà de l'appropriation collective des moyens de production, c'était tout l'édifice des rapports sociaux, la division et l'organisation du travail, les finalités de la croissance, les modes de commandement, la conception même de la transition au socialisme qui se trouvaient remis en cause ».

Les militants du C.E.R.E.S. eurent du mal à faire accepter la formule, mais ils groupèrent en sa faveur 24 % des mandats à la Convention de Suresnes, en mars 1972 et finalement firent accepter le mot, mais « édulcoré, comme un autre mot pour signifier démocratie » (9).

L'AUTOGESTION DANS LE PROGRAMME SOCIALISTE

Les socialistes en ce nouveau programme présentaient ouvertement l'autogestion comme le moyen d'empêcher le socialisme de prendre le caractère qu'il a revêtu dans les pays où les communistes ont entrepris sa réalisation.

« Un demi-siècle d'expérience dans les pays de l'Est de l'Europe a montré les dangers pour le socialisme d'un système qui se bornerait à substituer l'Etat au grand capital sans modifier les relations internes au sein de l'entreprise quant aux pouvoirs de contrôle, de décision et gestion...

« Le besoin de responsabilité directe et diversifiée s'affirme aussi bien par la revendication dite qualitative sur les lieux du travail que par l'exigence venue de la base d'une décentralisation sur tous les plans et à tous les niveaux. Il traduit un idéal qui implique que les hommes puissent décider de leur travail, de son produit, bref de leur vie dans tous ses aspects. C'est l'idéal du socialisme, l'autogestion étendue à la société...

(9) Cette citation, comme les précédentes, est empruntée au livre de L. - P. Chevènement, « Le Vieux, la crise, le neuf », (Paris, Flammarion 1974, pp. 59-60).

« Cette aspiration... n'a pas encore trouvé au plan de l'entreprise les structures qui feront d'elle une réalité... Le grand capital s'est méthodiquement appliqué à étouffer les formidables virtualités contenues dans la masse des travailleurs. Il a mesuré et orienté à sa guise l'instruction générale, la formation technique et professionnelle, l'information économique financière, freiné l'action syndicale et il a du même coup retardé l'heure où les travailleurs, rendus maîtres des grands moyens de production, pourront par l'autogestion dans l'entreprise assumer les responsabilités qui leur reviennent. D'autre part, à l'exception du modèle yougoslave qui reconnaît aujourd'hui ses limites, il n'existe pas de précédent d'autogestion auquel il soit possible de se reporter avant d'engager, sans risque excessif..., une action généralisée d'autogestion. »

Le texte poursuit en reconnaissant que ce serait se payer de mots « que de prétendre réaliser l'autogestion dans les cinq années qui suivront la venue du gouvernement d'union de la gauche », mais qu'il faudra procéder à des expériences « dans le secteur public concurrentiel », la mise en place de structures d'autogestion au niveau de la direction des entreprises de ce type faisant « l'objet d'une négociation et d'un accord entre les travailleurs et l'Etat » (10).

L'adhésion du Parti socialiste donnait politiquement du poids à l'idée d'autogestion. Les communistes ne pouvaient plus la traiter tout à fait avec le même dédain que l'orsqu'il était loisible d'en attribuer la paternité à l'infantilisme gauchiste, voire à l'incompétence syndicale (car, pour un bon marxiste-léniniste, l'action syndicale est tout à fait impropre à donner aux esprits une idée précise de la société socialiste). Ils pouvaient d'autant moins le faire que les conversations allaient reprendre entre les deux partis en vue d'une éventuelle signature d'un programme commun, et il était certain désormais que les socialistes se serviraient de la nouvelle formule pour, comme on dit sur les champs de course, « surclasser » les communistes en fait d'audace révolutionnaire.

GEORGES MARCHAIS :

« L'AUTOGESTION, UNE POSITION REACTIONNAIRE »

Le Parti communiste avait devancé le Parti socialiste dans la confections de son programme « pour un gouvernement démocratique d'union populaire » : c'est, en effet, le 9 octobre

(10) Voir « Changer la Vie. Programme de gouvernement du Parti socialiste. Présentation de François Mitterrand », Paris, Flammarion, 1972, pp. 62-64).

1971 que son Comité central en approuva le texte, aussitôt publié par les Editions sociales sous le titre « *Changer le cap* ».

Il n'y était pas question d'autogestion, mais dans un « débat public » organisé un mois plus tard pour dénoncer le coup d'envoi à une grande campagne de popularisation de ce programme, M. Marchais fit savoir ce que tout bon militant devait en penser.

Comme on lui demandait — du moins *l'Humanité* le dit — « *Autogestion ? Autonomie de gestion ? Quelle différence et pourquoi votre préférence* », il répondit :

« Une démocratie économique véritable est indispensable pour satisfaire mieux les besoins du pays et jeter les bases d'une transformation de la société. L'autonomie de gestion constituera un des principes essentiels de cette démocratie économique.

« Une démocratie moderne suppose une planification effective qui assurera le développement harmonieux de la société. Elle suppose une gestion démocratique à tous les échelons, y compris dans les entreprises.

« Une telle gestion est indispensable pour que les travailleurs participent aux choix et aux décisions, pour assurer la meilleure efficacité économique et donner à l'homme sa place réelle dans la société.

« Peut-il y avoir gestion démocratique si les moyens de production restent la propriété privée des grands capitalistes ? Evidemment non.

« Par conséquent, *bavarder sur l'autogestion* tout en refusant de procéder à de larges nationalisations, c'est tromper les travailleurs.

« L'autogestion signifie, nous dit-on, que les travailleurs gèrent les entreprises pour leur propre compte. C'est une *position réactionnaire*.

« Toute la légitimation directe ou indirecte, disait Lénine, de la propriété ouvrière est un abandon du socialisme.

« L'autogestion est le morcellement de la production, l'anarchie du marché, le gaspillage et bien souvent le chômage. La satisfaction des besoins ne peut se réaliser qu'au niveau de toute la société.

« Notre programme apporte les solutions démocratiques à ce problème, par les nationalisations, par leur gestion démocratique, par la combinaison de la planification et de l'autonomie de gestion » (*l'Humanité*, 11 novembre 1971).

L'autogestion réactionnaire ? Le paradoxe paraîtra un peu fort, mais il ne surprendra que ceux qui ne sont pas familiers avec l'histoire du socialisme. Depuis Marx, les socialistes de sa suite estiment que toute forme de propriété communale, d'entreprise ou corporative des moyens de production est un recul par rapport au capitalisme, lequel, grâce à la concentration industrielle, crée le meilleur fondement technique à la propriété sociale.

GUESDE LE DISAIT LUI AUSSI

Ouvrons une parenthèse.

M. Marchais, bon stalinien, se réfère à Lénine. Si son parti et lui-même étaient aussi fortement enracinés qu'ils veulent le faire croire dans la tradition socialiste française, c'est le nom de Jules Guesde qui lui serait venu à l'esprit.

Guesde disait dans une conférence qu'il fit à Gand en 1892, et que le parti socialiste a plusieurs fois éditée sous le titre « *Le problème et sa solution* » (on pourrait bien entendu produire d'autres citations du même, et de Lafargue, de Vaillant, et aussi de Jaurès).

« La solution du problème social sort du problème lui-même tel que le posent les phénomènes économiques... Puisque le mal des maux consiste dans la division... des deux facteurs de la production, le travail et la propriété ou le capital, le remède est et ne peut-être que dans leur réunion dans les mêmes mains.

« Sous quelle forme opérer cette réunion libératrice ?

« Ce ne peut-être la forme individuelle, qu'exclut l'énormité, le *géantisme* de l'outillage engendré par la vapeur et l'électricité et qu'élimine le mode de travail, devenu collectif. On produit en commun, on ne peut posséder qu'en commun les moyens de produire.

« En dehors d'un comte de Mun, hypnotisé par les arts et métiers du Moyen-Age et comptant sur un miracle pour les ressusciter, il n'y a que les anarchistes, rêvant de droits naturels et d'état de nature pour pousser l'utopie à rebours jusqu'à préconiser le partage, l'émiettement, l'individualisation de la machinerie moderne.

Au mécanicien, la locomotive ;

Au fondeur, le cubilot,

dit ce qui lui sert de *Marseillaise* (11).

« La seule forme possible..., imposée par les conditions actuelles de la production et de l'échange est la forme collective, non pas même communale ou corporative, mais sociale. Ni les mines qui s'étendent sous des départements entiers, ni les chemins de fer qui traversent les continents, ni les *Louvre*, les *Bon Marché* qui rayonnent par delà les frontières nationales ne se prêtent à une *communalisation*... La forme corporative se heurte à d'autres impossibilités du même ordre. Toutes les deux d'autre part et surtout, par la concurrence ou la lutte qu'elles maintiendraient entre les divers groupes

(11) Sauf erreur, ces deux vers sont empruntés à une chanson de Charles Keller (1843-1913), écrite en 1870 « *Le droit du travailleur* », dont le refrain fut un moment célèbre :

Ouvrier, prends la machine !

Prends la terre, paysan !

Elle est plus connue sous un nom d'emprunt : *La Jurassienne*, qui lui vient de ce qu'elle fut le chant quasi officiel de la branche anarchiste de la première internationale groupée autour de la Fédération jurassienne.

producteurs — corporations ici, communes là — entraîneraient les mêmes désastres, la même anarchie meurtrière que la forme parcellaire capitaliste de l'heure présente.

« C'est *unitairement*, socialement, que les travailleurs, comprenant toute la nation, peuvent et doivent posséder l'ensemble des moyens de travail... mis en œuvre socialement, unitairement... » (o. c., Librairie populaire du Parti socialiste, 4^e édition, 1931, pp. 9-11).

Ainsi, la réponse des socialistes de la fin du XIX^e siècle aux premiers « autogestionnaires » (sans le mot) était déjà toute pareille à celle de M. Marchais, quatre vingts ans plus tard, aux « autogestionnaires » d'aujourd'hui.

AUTOGESTION ET GIGANTISME

Sans doute ceux-ci se sont ralliés au collectivisme et ils assurent qu'ils ne conçoivent pas l'autogestion en dehors de la propriété sociale (au sens de Guesde) des instruments de production. Les communistes n'en tiennent aucun compte et feignent de croire que l'entreprise autogérée serait une espèce de coopérative fonctionnant dans le cadre de l'économie de marché — ce qui n'est pas très loyal.

Ils pourraient pourtant embarrasser les théoriciens de l'autogestion d'une autre façon et leur reprocher l'émiettement auquel, même avec la propriété sociale, l'autogestion condamnerait l'appareil économique.

En effet « le premier moyen de l'autogestion dans l'entreprise », c'est de « permettre un véritable exercice collectif de la décision », ce qui implique un certain nombre d'éléments, dont « l'égalité devant le contenu et le traitement des informations concernant le choix à effectuer ». Cela pose le problème de la dimension des unités de production. « Des travailleurs commencent à se poser la question : peut-on autogérer des entreprises de 10.000 à 50.000 travailleurs ? ». La question est « centrale ». La réponse n'est pas d'une parfaite clarté : « L'autogestion ne peut exister sans rapport constant entre une logique économique (structure et dimension optimum des unités de production) et une logique politique (structure et dimension optimum pour l'exercice collectif de la décision) » (12).

Autrement dit, on ne cédera pas aux exigences de la technique sans d'abord considérer si elles ne rendraient pas impossible la participation de tous à l'ensemble des informations qu'il est nécessaire de connaître pour prendre part à la décision.

N'est-on pas conduit ainsi à une forme « parcellaire » de la production qui réengen-

drerait la concurrence, comme le craignait Jules Guesde ? Mais du temps de Jules Guesde, on ne parlait pas encore de planification, et celle-ci fournit, croit-on, une merveilleuse réponse à son inquiétude, pour peu qu'on accole au substantif l'adjectif démocratique !

LE SCEPTICISME D'ANDRIEU

Le ton désormais était donné. Les communistes reprendront pendant plusieurs années les « arguments » produits par le secrétaire général du Parti contre l'autogestion.

Le Parti socialiste n'avait pas encore adopté son nouveau programme que René Andrieu s'en prenait, le 5 janvier 1972, dans *l'Humanité*, à ce qui faisait l'originalité de ce nouveau programme. Son éditorial était intitulé : « *Deux pas en arrière ?* » expression empruntée à Lénine (13), comme le voulait la pratique révérencieuse jusqu'à l'idolâtrie de la « langue de bois. Le prétexte en était un article publié la veille par J.-P. Chevènement dans « *Le Monde* », au moment où la direction du P.S. allait se réunir pour arrêter définitivement le projet de programme.

Andrieu se moquait de Chevènement qui voulait « *donner l'idée d'une autre vie à peine entrevue en mai 1968* ». « *Oui, à peine en effet* », ironisait-il, et il l'approuvait de vouloir « *confier aux masses les plus larges responsabilités* », ce que le P.C. faisait déjà pour sa part (14) mais ne croyait pas aux moyens que préconisait désormais le programme socialiste.

« J.-P. Chevènement, pour sa part, met l'accent sur ce qu'il appelle *l'autogestion*, dont il concède qu'elle est controversée dans son propre parti, et dont il donne une définition qui manque singulièrement de précision. D'autant plus que tout en estimant qu'elle ne peut prendre « tout son sens » qu'en régime socialiste, il ne cache pas son intérêt pour « l'organisation nouvelle du travail d'esprit autogestionnaire » qui se mettrait déjà en place, paraît-il, dans certaines entreprises capitalistes d'Italie et de Norvège. Qu'il nous permette d'exprimer notre scepticisme à cet égard ».

Ce qui paraissait le plus grave à Andrieu, c'est que ce recours à l'autogestion servait à Chevènement et au parti socialiste à réduire

(13) Voir le titre d'une brochure de Lénine (mai 1904) « *Un pas en avant, deux pas en arrière* ».

(14) La phrase mérite d'être citée tout entière : « *C'est même déjà une pratique dans notre Parti [= confier aux masses les plus larges responsabilités], comme le montre notamment la forte proportion d'ouvriers qui accèdent aux postes de responsabilités* ». Les responsables du P.C. seraient-ils tous des ouvriers, que l'on n'aurait pas encore fait accéder les masses aux responsabilités, mais des individus. Sans doute ceux-ci sont-ils « dépersonnalisés » autant qu'il est possible de l'être, mais s'ils ont dépouillé le vieil homme, l'être individuel qu'ils étaient auparavant, c'est pour représenter non la masse, mais le parti.

(12) Les citations sont empruntées à un rapport d'Hubert Lesire-Ogrel au « premier colloque autogestionnaire » (16-17 février 1974). *Syndicalisme*, 7-3-74, p. 16.

le rôle des nationalisations, car, avait écrit Chevènement, « *l'originalité du programme [socialiste] en gestation tient à ce qu'il limite les nationalisations traditionnelles à quelques secteurs névralgiques vivant des deniers publics, ainsi, bien entendu, qu'au secteur du crédit* ».

Et René Andrieu de conclure :

« Si [l'article de J.-P. Chevènement] reflète fidèlement les idées contenues dans le projet du programme socialiste, on peut dire que celui-ci n'aurait de socialiste que le nom et qu'il représenterait dans des domaines essentiels un recul considérable sur les positions définies par le Parti socialiste lors des conversations qu'il a eues ces dernières années avec notre Parti ».

Si Chevènement et ses amis avaient cru impressionner les communistes par leur audace doctrinale, ils en étaient pour leurs frais.

TROIS FORMES D'AUTOGESTION

Six semaines plus tard, pendant les discussions engagées entre P.C. et P.S. sur le Programme commun, Léo Figuères donna à *l'Humanité* (18 juin 1972) l'étude la plus fouillée que les communistes eussent encore publiée sur la question : « *L'autogestion : la paille du mot et le fond des choses* ».

On peut y voir l'écho des arguments que les communistes opposaient aux socialistes au cours de leurs rencontres.

Figuères posait en principe que dans la société communiste « *l'auto-administration* » sera la règle, « *tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise, une société dont les membres auront appris à régler eux-mêmes, volontairement, consciemment, sans recours aux contraintes, l'ensemble de leurs problèmes de vie et de travail* » :

« Les communistes ne récusent donc pas les notions d'autogestion, d'auto-administration en général. Ils en combattent seulement les définitions contradictoires et confuses ».

Le mot autogestion était susceptible de trois interprétations.

Selon la première, l'entreprise autogérée serait assez analogue à la coopérative de production fonctionnant en économie de marché, en concurrence avec des entreprises capitalistes : « *l'expérience séculaire en a montré suffisamment les limites* ».

La deuxième conception suppose que le caractère de la propriété et la nature de classe de l'Etat aient été modifiés ou soient en train de l'être :

« Ce qui est entendu ici par autogestion, c'est une négation de fait des exigences du développement de la grande industrie socia-

liste et notamment de la planification... On nous propose l'atomisation de l'économie, chaque entreprise devenant une entité autonome, avec le danger évident de l'esprit de clocher, les intérêts immédiats de groupe l'emportent sur les intérêts généraux et à long terme de la société ».

Les communistes rejettent une telle conception qui conduirait à des propriétés de groupe « *que pourraient manipuler à leur profit quelques technocrates de haut niveau des entreprises concernées* », à la concurrence, donc au développement non proportionnel des différentes branches de l'économie, etc.

Les communistes étaient prêts à accepter « *une troisième version possible* » de l'autogestion : « *la participation de plus en plus effective et organisée des travailleurs au règlement des problèmes qui les concernent dans les entreprises où ils travaillent, au niveau du groupe industriel, de la branche d'industrie, de l'économie nationale tout entière, de l'Etat lui-même* ».

Cette tendance à la démocratisation de l'entreprise et de l'économie, « *amorcée sous le gouvernement démocratique d'union populaire... trouverait son plein épanouissement dans les conditions du socialisme* », et constituerait alors « *le facteur essentiel de la gestion de l'économie par les producteurs eux-mêmes* ».

En dehors de cette troisième interprétation, on pouvait se demander « *si les champions de certaines versions de l'« autogestion » ne veulent pas dissimuler sous des phrases de « gauche » leur hostilité foncière au socialisme* ».

Hostilité foncière : le soupçon relève de la calomnie pure et simple. Mais il serait difficile de contester que, pour nombre de socialistes officiels, l'adoption de l'autogestion s'explique en bonne partie par le désir de faire pièce aux communistes, de paraître plus à gauche qu'eux, en tout cas de se démarquer d'eux et de mettre un obstacle de plus au passage de l'unité d'action à l'unité organique.

LE PROGRAMME COMMUN

Les deux partis tinrent bon sur leurs positions respectives, et le Programme commun de gouvernement enregistra leur désaccord.

Cela se trouve dans la deuxième partie, chapitre premier : « *La démocratie dans l'entreprise et la gestion démocratique* », là où il est parlé plus précisément, section 2, de « *la gestion démocratique du secteur public et nationalisé* ».

Il y est dit tout d'abord que les entreprises nationales « *disposent de l'autonomie de gestion* » ... « *tout en inscrivant leurs activités dans les objectifs du plan qu'elles auront contribué à établir* », et que les comités d'en-

treprise y jouiront de « *prérogatives plus étendues* » concernant non seulement la politique de personnel mais aussi « *la détermination, la mise en œuvre et le contrôle des objectifs de production et d'investissement* », toujours bien entendu « *dans le cadre du plan démocratique* ».

Vient ensuite — très prudemment exprimée, il faut en convenir — la promesse d'aller plus avant, mais dans deux voies différentes selon le choix.

« Lorsque les travailleurs de l'entreprise en exprimeront la volonté et lorsque la structure de l'entreprise en indiquera la possibilité, l'intervention des travailleurs dans la gestion et la direction de l'entreprise prendra des formes nouvelles — que le Parti socialiste inscrit dans la perspective de l'autogestion et le Parti communiste français dans le développement permanent de la *gestion démocratique* — déterminées par accord entre le pouvoir démocratique, la direction de l'entreprise concernée et les syndicats » (o. c., Editions sociales, 1972, p. 3).

Ainsi, les deux partis semblaient cristalliser sur ces deux formules leur désaccord.

Chose curieuse. Dans son rapport devant le Comité central le 29 juin 1972, rapport qui ne devait être publié qu'en 1975, en annexe à une brochure de Fajon, « *l'Union est un combat* », M. Marchais souligna toutes les difficultés soulevées par les socialistes lors de l'élaboration du programme commun, mais il ne fit qu'une lointaine allusion à l'autogestion (sans prononcer le mot), car c'est elle qui est visée, nous semble-t-il, là où il est question des « *déclarations générales aux accents volontiers gauchistes sur la socialisation* » du parti socialiste (o.c., p. 108).

Est-ce que les communistes se rendaient compte que, de la part des principaux dirigeants socialistes, les affirmations autogestionnaires étaient de pure forme ?

AUTOGESTION ET GESTION DÉMOCRATIQUE

Autogestion. Gestion démocratique. Quel est la différence ? En gros, on peut la ramener à ceci.

Dans l'entreprise autogérée, les dirigeants (si dirigeants il y a, mais si l'entreprise est un peu vaste on ne peut pas imaginer que l'assemblée générale du personnel gouverne elle-même et qu'elle ne délègue pas ses pouvoirs) ces dirigeants seront élus par l'ensemble des travailleurs de l'entreprise, soit directement, soit à deux ou trois degrés, et ils seront responsables devant les travailleurs de l'entreprise et révocables par eux, selon des procédures à définir. Autrement dit, le pouvoir vient d'en bas, du peuple souverain, qui le délègue le moins possible.

Bien qu'ils aient abondamment parlé de la gestion démocratique et vanté ses vertus, les communistes ne se sont guère attachés à définir de façon précise les mécanismes de cette gestion.

Le texte le plus explicite qu'ils aient produit sur le sujet semble être le plus ancien et il n'offre pas tout à fait le caractère d'un document officiel : une étude de Jacques Brière « *Les nationalisations et la gestion démocratique comme base de la démocratie réelle sur la voie du socialisme* », dans *Economie et politique*, n° 182-183, septembre-octobre 1969.

« L'autonomie de gestion [des entreprises devenues nationales] (15) sera garantie... par la composition du Conseil d'administration et le mode de désignation de ses membres. Il ne peut-être question d'autonomie de gestion lorsque, comme aujourd'hui, c'est le pouvoir central qui décide seul de la composition du Conseil d'administration et que celui-ci comprend en outre dans sa majorité soit des représentants directs des plus grandes entreprises privées industrielles et ban-

(15) Il ne faut pas confondre, soulignait Jacques Brière (*Economie et politique*, n° 182-183, sept.-oct. 1969) autogestion et autonomie de gestion, et il prétendait voir entre les deux notions cette différence :

« L'autogestion, en constituant le droit pour chaque unité de production, chaque entreprise (voire chaque atelier) de décider souverainement de ses objectifs et de ses méthodes, en n'admettant tout au plus que des organismes de coordination, dont les membres seraient révocables à tout instant, prétend abusivement qu'elle réaliserait les conditions de la « liberté » des producteurs. Elle n'aboutirait en réalité qu'à enchaîner ceux-ci, comme les entreprises, aux lois du marché qui ne pourrait plus être contrôlé. Elle en ferait des victimes impuissantes des lois de développement économique et social et bloquerait rapidement celui-ci ».

Nous avons déjà dit, dans le texte, que la C.F.D.T. (peut-être sous l'effet de ces critiques) avait précisé qu'il ne pouvait y avoir autogestion que dans le cadre de la planification démocratique, donc en dehors de l'économie de marché.

« L'autonomie de gestion permettrait au contraire de dominer, en les intégrant, les « contraintes » qu'impose la vie en société et les caractéristiques de son développement (processus de socialisation et d'internationalisation des forces productives en particulier)...

« Une gestion autonome *démocratiquement conçue* est celle qui permet à l'entreprise de prendre non pas seulement toutes ses responsabilités, mais, conjointement et indissociablement, de les prendre vis-à-vis de la *société tout entière*, dont elle n'est qu'un élément. Les orientations générales de la politique des entreprises nationalisées doivent être nécessairement conformes à celles du pouvoir et leur plan doit être nécessairement aussi une partie du plan national ».

On voit mal ce qui reste d'autonomie à l'entreprise quand son activité est si étroitement définie de l'extérieur. Il est vrai que la démocratie n'y perd rien, qu'elle n'aura, nous dit J. Brière, « *subi aucune entorse puisque ce sont les assemblées élues qui auront défini les orientations, les politiques d'ensemble et décidé du plan et que d'autre part, ces orientations, ces politiques d'ensemble, le Plan auront été élaborés et précisés avec la participation de l'ensemble des travailleurs et notamment celle de ceux du secteur nationalisé* » (l.c., pp. 74-76).

caires, soit des personnalités qui leur sont acquises.

« Il en serait autrement dès lors, comme nous le proposons, que le Conseil d'administration serait composé de représentants du *personnel* (élus par celui-ci au scrutin *proportionnel* à partir de listes présentées par les organisations syndicales) et de *certaines grandes catégories d'usagers* (organisations syndicales, collectivités territoriales ou professionnelles) élus ou désignés par ceux-ci [il faut comprendre par les usagers, bien que la tournure ne soit pas grammaticalement très correcte C. H.] également, et de représentants qualifiés du pouvoir central (appartenant en particulier aux organismes du plan et essentiellement à certains ministères).

« Il en serait également autrement dans la mesure où ce serait le Conseil d'administration qui élirait son président (le gouvernement pourrait être appelé ensuite à ratifier ce choix) et qui désignerait, tenant compte des propositions qui lui seraient faites, au niveau de l'entreprise, le directeur général et les directeurs des régions et des services » (o. c., p. 76).

« Organisme effectif de direction de l'entreprise, c'est [au Conseil d'administration] qu'il appartiendra non seulement de définir la politique de l'entreprise (plan, tarifs, etc), mais aussi d'avoir toutes les relations « extérieures » jugées nécessaires, qu'il s'agisse des assemblées élues (16), des autres entreprises nationalisées ou du secteur privé. C'est à lui qu'il appartiendra également de rechercher et de développer les échanges et la coopération internationale.

« Instance suprême dans l'entreprise, c'est au Conseil d'administration qu'il appartiendra en outre de discuter avec le personnel de ses revendications (salaires, etc) et dans tous les cas où une révision du statut serait posée. C'est lui, enfin, qui trancherait en cas de conflit entre le personnel et l'appareil de direction technique, administratif et commercial » (id., p. 78).

« *Changer de cap* », le programme du Parti communiste « pour un gouvernement démocratique d'union populaire », rédigé deux ans plus tard (son adoption est du 7 octobre 1971) est sur ce point fort net.

« Responsable de la direction et de la gestion, le conseil d'administration sera constitué de représentants élus du personnel, de certaines catégories d'usagers et de représentants désignés par le pouvoir central » (o. c., p. 156).

La C.G.T. pour sa part devait ajouter une précision en opposant aux thèmes de la C.F.D.T. un texte sur « *La gestion démocratique des entreprises dans la démocratie économique et politique* » (le Peuple, 16-31 octobre 1973).

« Le principe de la composition tripartite [du Conseil d'administration] (élus des travailleurs, représentants de certaines catégories d'usagers, représentants du pouvoir démocratique) ne signifie pas la division par tiers. La représentation des travailleurs doit être importante. La C.G.T. estime que la représentation des usagers au titre de la population (organisations démocratiques et collectivités locales) jointe à la représentation élue des travailleurs, devrait former une majorité » (o. c., p. 17).

Texte qui serait énigmatique (représentants du personnel et représentants des usagers ayant d'ores et déjà la majorité dans les conseils d'administration des entreprises nationales actuelles) si l'on ne se souvenait que parmi les représentants des usagers figurent des représentants des industries utilisatrices.

« TOUT DÉPEND DE QUI DIRIGERA L'ÉTAT »

Les communistes entendent éviter le reproche d'étatisation fait aux entreprises nationales d'aujourd'hui, dont les hauts responsables sont pratiquement désignés par le gouvernement et soumis au contrôle étroit (un peu moins depuis dix ans) du ministre de tutelle.

Seulement, pour saisir l'esprit de leur projet, il faut se souvenir que la gestion démocratique des entreprises exige la présence au pouvoir d'un gouvernement démocratique (« *Nationaliser ne suffit pas, tout dépend de qui dirige l'Etat* », Jacques Brière, o.c.), la pratique d'une planification démocratique substituée au marché pour orienter la production, enfin la participation des masses au moins dans la première période de la nationalisation.

Or, si l'on examine de près ces exigences, on s'aperçoit que le Parti communiste se ménage la possibilité de soumettre étroitement les entreprises nationales à la puissance publique, quand cette puissance publique sera le Parti communiste, maître non seulement de l'Etat, mais des élections.

En réalité, la gestion démocratique suppose que les dirigeants des entreprises nationales (propriété du peuple tout entier) soient les représentants ou délégués du peuple tout entier, lequel est lui-même représenté par la puissance publique démocratiquement désignée, c'est-à-dire désignée avec l'aide du parti qui représente le peuple tout entier. A l'intérieur des entreprises, ce serait des organes animés par ce même parti qui contrôlèrent l'action des directions, elles mêmes, désignées en dernière analyse par le parti ou avec son accord.

(16) Parlement et collectivités locales.

II. Le P. C. et la C. G. T. se rallient à l'autogestion

On peut dater de 1973, très exactement des élections législatives, le ralliement ou le commencement du ralliement du Parti communiste à l'autogestion, sinon à l'idée, du moins à la formule.

MEFAITS ELECTORAUX DU SOCIALISME CENTRALISTE

Lors de la réunion du Comité central des 28 et 29 mars 1973, M. Marchais lut un rapport où étaient analysées les raisons (d'après la direction du Parti) de la stagnation, voire du recul du nombre des suffrages recueillis par les candidats communistes. L'une des plus importantes lui semblait être le reproche fait au communisme d'étouffer les libertés :

« Le thème central de la campagne réactionnaire contre ce qu'elle appelle le « collectivisme », c'est l'assimilation du socialisme et de la domination étouffante de l'Etat sur tous les aspects de la vie publique, voire de la vie privée. Le socialisme, c'est l'Etat Moloch, c'est l'Etat totalitaire. Voilà ce que les défenseurs du régime autoritaire actuel ne cessent de répéter. Et il faut regretter que le secrétaire général de la C.F.D.T. aille dans le même sens en soutenant que nous serions les partisans d'un socialisme « centraliste » (*l'Humanité*, 30-3-1973).

Suivait cette déclaration enflammée :

« Eh bien, non ! Nous ne sommes pas pour que l'Etat domine tout, s'accapare tout, se mêle de tout. Déjà, à l'étape que définit le Programme commun, nous considérons que les entreprises nationalisées devront disposer de *l'autonomie de gestion*, c'est-à-dire décider librement de leur programme, de leurs marchés, de leur budget. Le plan national sera également établi avec la plus large participation des travailleurs et de la population.

« Son élaboration sera décentralisée au niveau des organisations de travailleurs des entreprises, des collectivités régionales et locales, des organismes d'usagers. Sa réalisation s'appuiera sur l'intervention des travailleurs à tous les niveaux.

« C'est aujourd'hui que l'Etat des monopoles dirige et décide de tout aussi bien dans le secteur public qu'en ce qui concerne l'établissement du plan. Et c'est justement à cet arbitraire étouffant de l'Etat que la démocratie avancée mettra fin. Par la suite, le socialisme, loin d'être « centralisé », poursuivra et élargira considérablement cette participation des travailleurs, des masses laborieuses aux responsabilités » (*id.*).

Pour vigoureuses que soient ces affirmations, elles ne sont pas convaincantes. En particulier, M. Marchais ne résoud pas plus que la C.G.T. la contradiction manifeste entre l'autonomie qu'on prétend donner aux entreprises et la planification qui fixera aux entre-

prises leurs objectifs de production, leurs approvisionnements, etc — car ce n'est pas parce que le plan sera « démocratiquement » établi que les travailleurs des entreprises y retrouveront ce qu'ils auront souhaité.

Toutefois, si M. Marchais éprouvait le besoin de se défendre avec cette belle vigueur des accusations d'étatisme étouffant, il s'en tenait pour parer le coup à *l'autonomie de gestion* : il n'osait pas encore reprendre la formule des concurrents (c'est-à-dire en un certain sens, des pires adversaires), et même il avait au passage égratigné encore l'autogestion.

Il déclarait en effet que « *l'illusion réformatrice qu'il est peut être encore possible d'obtenir une amélioration de la vie quotidienne sans des transformations politiques profondes* », n'était pas seulement de droite. « Elle peut se présenter sous une allure « de gauche », par exemple chez ceux qui prônent « *l'autogestion* » tout de suite, mais qui se sont refusés à jeter toutes leurs forces dans la bataille pour le changement complet de politique qui ouvrira la voie à la société nouvelle ». (Ceci étant une allusion à la C.F.D.T. qui, pour conserver son indépendance à l'égard des partis, refusait d'apposer sa signature au bas du programme commun de gouvernement).

LE PAS EST SAUTÉ

M. Marchais ne sauta le pas qu'à la session suivante du Comité central, les 25 et 26 mai 1973. Il y déclara en effet que le mot « autogestion » ne lui faisait pas peur.

« *Il faut discuter sérieusement. Par exemple, à propos de l'autogestion* », déclara-t-il, autogestion étant encore entre guillemets dans le texte.

« On nous explique qu'il faudrait choisir entre le courant « démocratique autogestionnaire du socialisme » et le courant soi-disant « centraliste et bureaucratique » ».

Après avoir rappelé que le Parti communiste s'était affirmé, depuis « *déjà de longues années* », pour « *la participation effective des travailleurs à la détermination des objectifs, au choix des moyens, au contrôle de l'exécution* » dans les entreprises, et pour *l'autonomie de gestion* » des entreprises nationalisées « *dans le cadre des grandes orientations du plan* », à l'élaboration duquel elles auront participé, il ajoutait :

« Si c'est cela que d'autres appellent « autogestion » ou si c'est, plus généralement, la démocratie socialiste en perpétuel progrès et perfectionnement vers des formes de plus en plus poussées de la direction de toutes les affaires de la société par

tous, nous avons déjà dit que nous n'avions pas le fétichisme des mots (17).

« Si, en revanche l'autogestion, c'est l'idée que les travailleurs pourraient participer efficacement à la direction d'entreprises dont le capital privé resterait le propriétaire et donc le maître alors, c'est un nouvel habillage des vieilles illusions réformistes et cela n'a rien à voir avec le socialisme.

« Si l'autogestion, c'est l'idée que le personnel d'une entreprise doit gérer celle-ci en vase clos, la considérer comme un îlot au sein de l'économie nationale et n'avoir nul souci de l'intérêt collectif de la nouvelle société et si par conséquent on oppose l'autogestion à la planification démocratique, alors c'est la condamnation de l'entreprise autogérée à la faillite, l'éclatement de l'économie nationale, l'utopie, et cela n'a non plus rien à voir avec le socialisme ».

(M. Marchais était ici d'une mauvaise foi insigne, car, depuis trois ans, la principale des organisations à proposer l'autogestion, la C.F.D.T., avait explicitement déclaré qu'autogestion et planification démocratique étaient inséparables).

« Si l'autogestion, c'est l'idée qu'il faudrait opposer la gestion démocratique des entreprises au pouvoir politique des travailleurs, alors c'est la reprise des thèses d'un anarcho-syndicalisme qui a depuis longtemps fait la preuve de son impuissance.

« Pour nous, gestion démocratique, propriété collective des grands moyens de production et d'échange, planification démocratique à l'échelle nationale, pouvoir politique des travailleurs vont ensemble et aucun de ces termes n'a de sens sans les autres » (*l'Humanité*, 28 mai 1973).

Quelques semaines plus tard, lors d'un colloque organisé le 18 juin 1973 par le Comité central du P.C. et sa section économique sur « la gestion démocratique et l'intervention des travailleurs dans l'entreprise » (voir *Economie et politique*, n°s 229-230, août-septembre 1973) :

« Considérer l'autogestion comme une perspective socialiste n'a donc pour nous

(17) Nous n'avons pas retrouvé l'article ou le discours où M. Marchais aurait employé une première fois cette formule à propos de l'autogestion.

« Très prochainement, l'Union Soviétique aura, sur le marché international des céréales, des positions qui feront sentir à Messieurs les impérialistes à quelles cadences progresse notre agriculture » (*Vifs applaudissements*).

Nikita Khrouchtchev.

Rapport sur le Programme du Parti communiste de l'Union Soviétique (XXII^e Congrès du P.C. de l'U.S., n° spécial de *Cahiers du Communiste*, déc. 1961, p. 168).

rien d'une hérésie, pas plus d'une novation bouleversante.

« Je l'ai dit devant le Comité central de notre parti. Si ce que certains appellent « l'autogestion » n'est pas séparé de la propriété collective des grands moyens de production et d'échange, de la planification démocratique à l'échelle nationale et du pouvoir politique des travailleurs, si c'est plus généralement la démocratie socialiste en perpétuel progrès et perfectionnement vers des formes de plus en plus poussées de direction de toutes les affaires de la société par tous, nous avons déjà dit que nous n'avions pas le fétichisme des mots. C'est le fond qui compte » (p. 19).

Désormais, le mot n'était plus considéré comme étranger au vocabulaire communiste ; l'autogestion cessait d'être une idée creuse. Les militants dès lors allaient cesser leurs critiques en attendant le jour où le Parti reprendrait ouvertement l'expression à son compte.

Ce qu'il fit en 1977, ainsi qu'on a vu au début de cette étude.

LA C.G.T., A SON TOUR

Toujours empressé à donner l'exemple de la discipline, Séguéy montrait peu après la prise de position de M. Marchais que la formule du socialisme autogestionnaire ne lui faisait pas peur.

Il déclarait à Madame Roy (*Le Monde*, 14 septembre 1973) :

« Longtemps, il a été question de socialisme autogestionnaire indépendamment de trois grands principes qui sont, pour nous, fondamentaux :

- la propriété collective des moyens de production et d'échange ;
- le pouvoir politique ;
- la planification démocratique à l'échelle nationale.

« Aujourd'hui, la C.F.D.T. a pris, à cet égard, une position cohérente. Reste à savoir comment elle conçoit concrètement l'insertion de l'autogestion dans une démocratie économique et politique, c'est-à-dire dans la phase transitoire ».

Le secrétaire général de la C.G.T., membre du Bureau politique essayait de sauver la face en donnant à croire que la C.F.D.T. avait modifié son point de vue et qu'elle ne présentait plus l'autogestion tout à fait comme elle le faisait autrefois.

Admettons que de mai 1968 à mai 1970, elle n'ait pas précisé ses conceptions. En septembre 1973, quand Séguéy tenait les propos ci-dessus, il y avait trois ans qu'à la C.F.D.T., on avait associé l'autogestion à la propriété sociale des moyens de production, à la planification démocratique et à la présence au pouvoir d'un gouvernement socialiste.

III. Les raisons du ralliement du P. C. et de la C. G. T. à l'autogestion

Il est intéressant de chercher pourquoi le Parti communiste et la C.G.T. à sa suite se sont ralliés à l'autogestion, pourquoi ils ont donné en 1977 un caractère aussi spectaculaire à leur ralliement. Toutefois, on éclairera sans doute la recherche en posant d'abord une question diamétralement opposée ou presque. Pourquoi les communistes n'ont-ils pas adopté l'idée d'autogestion dès 1968 ?

L'AUTOGESTION FAISAIT PARTIE DE L'HÉRITAGE MARXISTE

La question paraîtra sans doute paradoxale, parce que, de toute évidence, l'idée d'autogestion a été mise en avant, en France tout au moins, pour tenter de montrer que le socialisme pouvait avoir « un visage humain », selon l'expression maintenant consacrée, qu'il ne revêtirait pas nécessairement les formes despotiques qu'on lui connaît en Union soviétique et dans tous les pays où les communistes ont entrepris sa construction, autre expression consacrée.

Toutefois, ni Lénine ni Marx n'ont jamais songé à instaurer un despotisme comme il n'y en avait jamais eu auparavant dans l'histoire. Sans doute n'étaient-ils pas conscients de ce que recélait leur système de pensée, bien que les socialistes contemporains de Marx lui reprochassent déjà son socialisme autoritaire et centralisateur, auquel ils opposaient un socialisme « anti-autoritaire », « fédéraliste », voire libertaire. Mais Marx pouvait s'indigner de bonne foi de ces reproches, car il a toujours pensé qu'après la période, qu'il estimait devoir être courte, de la dictature du prolétariat, la société verrait l'Etat dépérir, disparaître. Elle se gouvernerait elle-même. Ce serait, comme disent aujourd'hui les autogestionnaires, « l'autogestion généralisée ».

Vieille promesse, mais qui n'a jamais été oubliée. En 1961, Khrouchtchev proposait un nouveau programme au P.C. de l'Union soviétique, programme qui fut pompeusement baptisé « le Manifeste communiste du XX^e siècle ».

Que disait donc, en présentant son programme, ce nouveau père de la doctrine ?

« Le projet de Programme... pose et résout une nouvelle question primordiale de la théorie et de la pratique du communisme : la transformation de l'Etat de la dictature de la classe ouvrière en Etat du peuple tout entier... L'Etat du peuple tout entier est une nouvelle étape du développement de l'Etat socialiste, un jalon sur la voie de la transformation de l'Etat socialiste en société communiste s'administrant elle-même...

« ... Pourquoi donc l'Etat subsiste-t-il,

alors que la raison principale de son apparition, l'antagonisme des classes, a disparu ? Parce que les tâches que la société ne peut accomplir qu'avec l'aide de l'Etat ne sont pas encore réalisées jusqu'au bout...

« L'Etat sera conservé longtemps encore après la victoire de la première phase du communisme. Le dépérissement de l'Etat durera fort longtemps et s'échelonnera sur toute une époque de l'histoire ; il ne s'achèvera que lorsque la société sera parfaitement mûre pour s'administrer elle-même. On verra, pendant un certain temps, s'entremêler les éléments de la direction de l'Etat et de l'auto-administration sociale... Ce n'est qu'avec la construction d'une société communiste évoluée en U.R.S.S. et avec la victoire et la consolidation du socialisme dans l'arène mondiale que l'Etat deviendra inutile et disparaîtra » (N. Khrouchtchev. Rapport sur le programme du P.C.U.S. Cahiers du communisme, déc. 1951, pp. 195-199).

L'auto-administration sociale ? N'est-ce pas, au mot près, l'autogestion généralisée (18).

Le credo des communistes français n'est pas différent. Dans le préambule des statuts, dont M. Marchais lui-même exposa devant le congrès du P.C.F. en 1964 le texte révisé toujours en vigueur, on lit :

« Après la défaite définitive des anciennes classes exploiteuses, [la dictature du prolétariat] laisse place à un Etat de tout le peuple, étape nouvelle qui conduira progressivement du « gouvernement des hommes à l'administration des choses » (Cahiers du communisme, juin-juillet 1964, p. 485).

Est-ce que, fort de ces textes et de la longue tradition doctrinale qu'ils expriment, le Parti communiste n'aurait pas pu accomplir dès 1968 la conversion à laquelle il s'est décidé

(18) Le texte correspondant du Programme disait :

« Le développement du système d'Etat socialiste aura pour effet de le transformer graduellement en auto-administration de la société communiste qui unira les Soviets, les organisations syndicales, coopératives et autres organisations de masse des travailleurs. Cela signifiera un nouveau progrès de la démocratie assurant la participation active de tous les membres de la société à la gestion des affaires publiques. Les fonctions sociales, analogues aux actuelles fonctions de l'Etat en matière de gestion de l'économie et de la culture demeureront sous le communisme aussi, en changeant de forme et en se perfectionnant en conformité avec le développement de la société. Mais le caractère et les procédés d'exécution seront autres que sous le socialisme. Les organismes de planification et d'inventaire, de gestion de l'économie et de développement de la culture qui sont actuellement du ressort de l'Etat perdront leur caractère politique et deviendront des organismes d'auto-administration sociale. La société communiste deviendra une société hautement organisée de travailleurs. Il se formera des règles uniques, acceptées de tous, de vie en société communiste dont l'observance deviendra une nécessité organique et une habitude pour tous les hommes » (o.c., p. 650).

en 1973, à laquelle il a donné un caractère éclatant en septembre 1977 ?

CONSERVATISME

La première raison — vraisemblablement la plus forte — c'est le *conservatisme foncier* du parti communiste.

Sa tactique constante est de reprendre à son compte les formules de ses concurrents quand il voit qu'elles ont quelque succès, et il les reprend même et peut-être surtout quand elles sont dirigées contre lui. Ainsi a-t-il fait avec les expressions de « planification démocratique », qui apparaît à partir de 1955 environ par opposition à la planification soviétique, jugée bureaucratique et technocratique. Ainsi a-t-il fait aussi pour celle de « *socialisme démocratique* », remise en honneur notamment par la C.F.D.T. à partir de 1970, avec une pointe anticommuniste fort sensible.

Le Parti communiste a « repris » ou « récupéré » ces deux formules, mais il l'a fait dans les deux cas avec un temps de retard (19).

Ainsi ont-ils fait avec l'autogestion, mais ils y ont mis beaucoup plus de temps, sans doute parce que le mot était plus neuf et de ce fait le bouleversement dans la « langue de bois » plus grand.

PAS DE SUIVISME

Deuxième raison : les communistes n'aiment pas avoir l'air de se laisser imposer des idées et des formules de l'extérieur. Quand ils les reprennent, c'est un peu parce qu'elles sont entrées dans l'opinion et qu'il leur est devenu plus facile de prétendre qu'ils avaient toujours pensé ainsi.

Ils aiment d'autant moins avoir l'air de se laisser imposer leurs idées par l'extérieur quand ces idées et formules portent encore trop évidemment la marque de l'ennemi principal du moment. W. Rochet ne soulignait-il pas, au lendemain de mai 1968, que les « *théories pseudo-révolutionnaires* » auxquelles le parti devait s'opposer, étaient répandues en France « *en particulier par la propagande puissamment subventionnée en France du groupe de Mao Tsé-toung, ainsi que par les trotskistes et d'autres groupes dont les idées sont également étrangères au véritable marxisme* » (*L'Humanité*, 10-7-1968).

(19) *L'Humanité* du 18 juin 1970 donnait un article signé G. Marchais, « *Le socialisme et la démocratie* » dans lequel on lisait :

« *Nos camarades du Parti socialiste et de la C.F.D.T., d'autres encore nous disent : « Nous sommes pour le socialisme, mais pour un socialisme démocratique. Autrement dit, nous, communistes, nous ferions bon marché de la démocratie dans notre conception du socialisme. »*

Conclusion : « *C'est dire que l'expression socialisme démocratique ne représente pas à nos yeux un sacrifice, mais une évidence* ».

Cinq ans plus tard, les idées autogestionnaires s'étaient, si l'on peut dire, « embourgeoisées ». Elles n'étaient plus le monopole des « gauchistes » ni même celui de la C.F.D.T. Elles s'étaient édulcorées en se répandant. Elles étaient « récupérables », sans que pour autant le parti parût se mettre à la remorque des autres, cette récupération gardant cependant une certaine efficacité.

POLITIQUE D'ABORD

Enfin, les communistes ont une réaction quasi-viscérale quand ils se trouvent en présence d'une conception qui semble admettre que la société puisse passer au socialisme sans qu'il y ait au préalable conquête du pouvoir, sans non plus qu'il soit besoin de l'aide d'une avant-garde de type politique, d'un parti.

Or, l'idée d'autogestion semblait liée à des conceptions de ce genre. Même quand la C.F.D.T. eut admis, en 1970, que la présence des socialistes au gouvernement était une condition préalable indispensable de la révolution autogestionnaire, il apparut que le rôle dévolu au pouvoir politique dans cette révolution était surtout négatif : il contiendrait les forces hostiles ; il prendrait les dispositions législatives qui légaliseraient ce qui se passerait à la base ; mais la révolution se ferait dans les entreprises, sous la poussée des masses conseillées par leurs organisations syndicales.

Jamais les communistes ne consentiront à cette dépossession du parti au profit de la spontanéité des masses, dont l'affirmation demeure pour eux l'abomination de la désolation. Et il est bien entendu que, dans la mesure où ils se sont ralliés à l'autogestion, ils pensent que les opérations autogestionnaires devront s'effectuer sous l'impulsion du parti et sous son contrôle.

EUX ET L'U.R.S.S.

Pourquoi le Parti communiste et la C.G.T. à sa suite se sont-ils ralliés à l'autogestion ?

Yvon Bourdet suggère de rattacher cette conversion aux efforts que fait la direction du P.C.F. pour montrer son indépendance à l'égard de l'U.R.S.S., et même pour prendre réellement ses distances à l'égard de l'U.R.S.S. : « *Rien ne peut en effet, déplaire davantage aux dirigeants de l'U.R.S.S. qu'un langage autogestionnaire qui avait déjà servi à Tito pour s'opposer à Staline et, soit dit en passant, cela est un indice, parmi d'autres, qui permet de penser que la nouvelle ligne du P.C.F. n'a guère été inspirée par Moscou* », écrit-il (20).

(20) Yvon Bourdet : « *L'autogestion nationale* » selon le P.C.F. ou les aventures d'une « idée creuse », *Autogestion et socialisme*, n° 40, mars 1978.

Yvon Bourdet aurait pu corser son argument, en s'appuyant précisément sur l'exemple de Tito, qu'il évoque. Une sorte de loi veut que, lorsque des militants communistes sortent du parti ou en sont exclus, ils commencent pas prendre des positions de « gauche » pour bien montrer qu'ils ne trahissent pas le communisme et la révolution sociale. Il y a un lien certain entre le « grand bon en avant » et les communes populaires d'une part et l'opposition naissante de Mao Tsé-toung contre Moscou.

A la vérité, quand M. Marchais déclara qu'il n'avait pas le fétichisme des mots et que celui d'autogestion lui faisait pas peur, en juin 1973, le Parti communiste n'avait pas encore décidé de prendre spectaculairement ses distances à l'égard de l'Union soviétique. Les raisons de l'évolution du P.C. sont donc à rechercher dans sa politique intérieure.

Ce qui est vrai, c'est qu'ils n'ont plus été retenus par le désir de ménager l'U.R.S.S. quand ils ont donné une adhésion bruyante à l'autogestion.

SÉPARER LA C.F.D.T. DU PARTI SOCIALISTE

Le ralliement du P.C. et de la C.G.T. à l'autogestion constitue un des aspects de la bataille entreprise par les communistes contre les socialistes après les élections municipales de mars 1977.

Il s'agissait d'affaiblir le parti socialiste en le coupant des appuis qu'il pouvait avoir sur sa gauche, notamment du côté de la C.F.D.T., et ceci de deux façons : en adoptant l'autogestion et en montrant que les socialistes ne croient guère à l'autogestion.

Il est de fait qu'à l'approche de l'échéance électorale, les socialistes se montraient plus discrets en matière d'autogestion : utile pour affirmer la personnalité du parti dans les querelles intérieures de la gauche, le vocable n'était d'aucune utilité, tout au contraire, pour rallier les modérés dont les voix étaient nécessaires à la victoire. Aussi les socialistes préféreraient-ils ne pas trop parler d'autogestion, rester dans le raisonnable. Les communistes ne manquèrent pas de relever ce demi-silence pour bien montrer aux alliés que le Parti socialiste avait sur sa gauche la duplicité de son attitude.

D'autre part, les militants de la C.F.D.T. qui apportaient leur appui au P.S. faute de mieux, si l'on peut dire, feraient preuve de plus de réserve encore à son égard et peut-être même se tourneraient-ils vers le P.C. si on leur montrait que des deux partis, c'était le communiste qui était le plus proche des positions céhefdétistes.

Déjà, dans le célèbre « chiffrage » du Pro-

gramme commun présenté par le P.C. à la veille d'un débat télévisé entre M. Barre et M. Mitterrand, chiffrage dans lequel on n'avait vu qu'une manière de croc-en-jambe fait au premier secrétaire du P.S., les céhefdétistes n'avaient pas pu ne pas remarquer que le P.C. (sans d'ailleurs consulter la C.G.T. qui, bien entendu, s'aligna) s'était prononcé pour l'écrasement de la hiérarchie des salaires, idée à laquelle il s'opposait depuis une quinzaine d'années. Il rejoignait ainsi la C.F.D.T. sur des positions où le P.S. hésiterait à le suivre. (Il hésita en fait jusqu'en janvier 1918).

Ainsi, en alla-t-il pour l'autogestion.

DÉBAUCHER LES MILITANTS DE BASE

Sans doute, M. Marchais n'espérait-il pas ébranler M. Edmond Maire par ce ralliement, le gêner tout au plus. Il n'en était pas de même à la base où les communistes se sont livrés à des opérations très caractéristiques.

On lisait dans *l'Humanité*, le 28 septembre 1977 :

« Des salariés de l'imprimerie Montsouris à Massy (Essonne) sont venus au siège de la section communiste : « On ne comprend plus. On voudrait que vous veniez expliquer ce qui se passe devant la section syndicale C.F.D.T. C'est vous qui proposez la participation des salariés à l'élection du P.D.G. des usines nationalisées, les conseils d'atelier, mais alors, le Parti socialiste, que fait-il de l'autogestion ? » Rendez-vous a été pris ».

Huit jours plus tard, le 5 octobre, nouvel article. « *Le 25^e nouvel adhérent de Massy. Délégué C.F.D.T. et communiste. Quels pouvoirs aux travailleurs ! Nationaliser n'est pas étatiser. Pourquoi le P.S. a-t-il changé ?* » : ce titre et ces sous-titres s'épalaient sur trois colonnes.

Suivait le compte rendu de la rencontre décidée huit jours plus tôt :

« Nous [communistes], on ne veut pas étatiser. On veut que les entreprises nationalisées soient gérées démocratiquement. Par exemple, que le Conseil d'administration dans lequel siègeront des représentants des travailleurs, élise le P.D.G. Un P.D.G. qui pourrait être un travailleur. Eh bien ! Le P.S. veut que le P.D.G. soit désigné par le gouvernement, et c'est lui qui présiderait le Comité d'entreprise alors que nous, nous disons : le C.E. doit avoir un président élu.

« Nous voulons reprendre dans le Programme commun *l'idée avancée par la C.F.D.T.* de « conseils d'atelier » élus par les salariés. Le P.S. refuse.

— Avant, c'était le P.S. qui était pour l'autogestion et vous contre. Alors, maintenant, c'est l'inverse ?

— Nous [communistes] on a toujours refusé la confusion qu'il y avait derrière le

mot autogestion. On a toujours voulu en parler de manière concrète, cherché à dire avec précision ce que pourraient être les droits nouveaux des travailleurs. Mais, justement, quand on avance des mesures précises qui vont dans le sens de plus de pouvoirs aux travailleurs, le P.S. refuse... ».

Peut-être n'a-t-on pas remarqué que l'opération de débauchage de militants C.F.D.T. ainsi montée en épingle a eu lieu à Massy, ville dont le maire est le socialiste Claude Germon, qui fin septembre, à la Commission exécutive de la C.G.T. dont il est membre, avait protesté contre la prise de position de la C.G.T. en faveur du P.C. ?

Il n'était pas mauvais de lui faire savoir qu'on pourrait lui retirer dans sa commune certains de ses électeurs.

VOTRE VRAI PARTI, C'EST LE P.C.

France nouvelle du 26 septembre 1977 relatait cette déclaration d'un militant communiste de Bretagne :

« Si l'on n'a vraiment pas peur du débat, il se retourne à notre profit. C'est ainsi qu'avec des camarades de la C.F.D.T., nous avons souvent discuté de l'autogestion, de la démocratie, de l'intervention des travailleurs. Nous n'avons pas seulement parlé, nous avons écouté. Nous avons accepté certaines critiques. Aujourd'hui, certains d'entre eux se demandent si leur parti politique,

ce n'est pas le P.C., si ce n'est pas avec le P.C. que l'on ira par exemple le plus loin et le plus sûrement vers l'autogestion ».

De tels témoignages, authentiques ou non, cela importe peu, ne laissent aucun doute sur les objectifs visés par le Parti communiste par son ralliement à l'autogestion. Du même coup on découvre une des lignes maîtresses de ses méthodes de penser.

On pourrait imaginer que tout ce qu'on a dit et écrit sur l'autogestion l'a amené à approfondir et sa propre doctrine et l'idée autogestionnaire, à se demander s'il ne s'était pas trompé, s'il n'y avait pas quelque chose à retenir des théories de la C.F.D.T. pour enrichir sa pensée.

C'est une autre préoccupation qui l'a guidé. Il a cherché à émusser une arme que des concurrents dirigeaient contre lui et, finalement, il la leur a retirée des mains. S'il a réfléchi sur l'idée elle-même, ce fut d'une part pour voir comment on pourrait la greffer sur la doctrine sans trop d'artifice, d'autre part pour la vider de tout ce qu'elle contient d'original par rapport aux thèses classiques du marxisme-léninisme.

De telles méthodes n'expliquent-elles pas que le Parti communiste ait comme paralysé l'intelligence française et empêché toutes recherches originales depuis trente ans et plus qu'il régent le monde des intellectuels et pèse sur lui ?

Claude HARMEL.

Notes sur l'histoire, la doctrine et la politique communistes

Le premier avatar du presidium de l'Internationale communiste : le « petit bureau »

DANS notre « note sur le presidium de l'I.C. », en annexe à l'article où nous reproduisons un important témoignage d'Ignazio Silone sur Staline, Togliatti et quelques autres (*Est et Ouest*, n° 620, 1^{er}-30 septembre 1978), nous avons négligé une des étapes de la formation du Presidium de l'Internationale Communiste.

B. Lazitch nous précise que, dès la fondation de l'I.C. (mars 1913), il a existé un organisme, aux effectifs moins nombreux que le Comité exécutif, mais qui d'ores et déjà tendait à concentrer le pouvoir. On l'appelait : le *petit bureau*. Il se composait de Zinoviev, président de l'I.C. et des quatre secrétaires du Comité exécutif : Balabanova, Berzine, Vorovski et Radek. Entre le premier et le deuxiè-

me congrès de l'I.C., le petit bureau se réunit 56 fois, lit-on dans le rapport préparé par le Comité exécutif pour le deuxième congrès (juillet 1920) : presque une fois par semaine. Entre le deuxième et le troisième congrès (juin 1921), 39 réunions du petit bureau (et 34 du Comité exécutif).

C'est un mois et demi après la clôture du III^e congrès que le petit bureau, dans sa séance du 26 août 1921, prit la résolution suivante : « La proposition sera faite au Comité exécutif de l'I.C. de confirmer le changement de nom (Umbenennung), du « Petit bureau » en « Presidium » du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

Le Presidium a existé jusqu'à la dissolution de l'Internationale communiste, en mai 1943. Au moment où éclata la deuxième guerre mondiale, en septembre 1939, la France comptait trois membres titulaires du Presidium : Thorez, Marty et Cachin et un membre suppléant, Raymond Guyot, mais en qualité

de représentant de l'Internationale des jeunesses communistes.

B. L.

LE NOYAU DUR PROSOVIETIQUE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

A l'occasion du 10^e anniversaire de l'intervention armée contre la Tchécoslovaquie, les trois plus importants partis communistes européens (italien, français et espagnol) et trois autres qui sont plutôt marginaux (anglais, suédois et belge) rappelèrent qu'ils avaient condamné en son temps cette intervention.

Une semaine plus tard, la Tchécoslovaquie ripostait indirectement en faisant connaître la liste des 40 « partis frères » qui avaient approuvé « l'aide fraternelle de l'Union soviétique et de quatre autres pays du Pacte de Varsovie ».

La responsabilité de la diffusion de ce document fut assumée d'une manière inhabituelle ; ce ne furent ni *Rude Pravo*, organe du P.C. tchécoslovaque, ni le gouvernement, qui s'en chargèrent, mais l'ambassade tchécoslovaque à Paris. Selon l'ambassade, cette liste de 40 partis a été dressée sur la base de déclarations faites par les porte-parole étrangers lors du congrès du P.C. tchécoslovaque, en mai 1971. Voici cette liste :

Les P.C. au pouvoir : vietnamien, nord-coréen, mongol et cubain. Si l'on ajoute à ces quatre partis au pouvoir, cinq autres qui ont participé à l'invasion, le total se chiffre à neuf ; il manque par conséquent trois pays européens : Yougoslavie, Roumanie et Albanie et bien entendu la Chine.

Les P.C. européens : portugais, ouest-allemand, autrichien, danois, luxembourgeois, chypriote, grec. La défection des partis communistes d'Europe occidentale et méridionale est impressionnante, d'autant plus que la présence de trois des partis cités dans ce document prête à la controverse. Le P.C. autrichien avait d'abord condamné l'intervention militaire, mais l'épuration qui frappa un tiers de la direction du parti, renversa la tendance quelques mois plus tard. Le P.C. grec « extérieur » avait approuvé cette intervention, mais le P.C. « intérieur », formé en 1968, l'avait condamnée. Le P.C. danois, aujourd'hui aligné sur Moscou, avait exprimé à l'époque une position relativement nuancée, approuvant entièrement « la normalisation » de novembre 1968, mais gardant le silence sur l'intervention militaire du 21 août 1968.

Les P.C. latino-américains : chilien, brésilien, argentin, colombien, bolivien, péruvien, nicaraguayen, ainsi que ceux du Honduras, Costa-Rica, Equateur, Uruguay, Panama, Paraguay, Haïti, auxquels on peut ajouter la Guyane et la Martinique.

On voit que le plus fort contingent des P.C. pro-soviétique est fourni par l'Amérique latine.

Les P.C. d'Amérique du nord : Etats-Unis et Canada.

Les P.C. africains et asiatiques : Inde, Irak, Afrique du Sud, Liban, Tunisie, Jordanie, Iran, Syrie, Turquie, Israël, Sénégal. Sur cette liste la présence des deux partis prête également à controverse, une scission ayant abouti à l'existence de deux partis rivaux en Inde et en Israël.

Pour mesurer l'étendue des défections, il faut se rappeler que lors de la dernière conférence mondiale des partis communistes, tenue à Moscou en juin 1969, étaient présents 75 « partis frères », dont seulement cinq (Italie, Saint-Marin, Australie, la Réunion et Saint-Domingue) exprimèrent certaines réserves au sujet du document principal, adopté à cette occasion.

Du nouveau dans les relations entre le P.C.F. et le P.C. chinois ?

L'HUMANITE du 19 septembre 1978 a annoncé, en page intérieure et dans une rubrique « en bref », le voyage asiatique d'un directeur d'organe communiste français, dans les termes suivantes :

René Dumont, directeur de « *L'Echo du Centre — La Marseillaise* », est parti dimanche pour la Chine, avec une délégation de la presse quotidienne régionale qui visitera Canton, Changai, Nankin et Pékin. Dans la capitale, la délégation assistera, le premier octobre, aux célébrations de la fête nationale de la Chine populaire.

Depuis plusieurs années, les communistes français n'étaient plus *personae gratae* en Chine populaire. En septembre 1977, lorsqu'à l'invitation de l'Institut chinois de politique étrangère, une délégation de parlementaires français avait séjourné dix-huit jours en Chine, le représentant du P.C.F. n'avait pu obtenir de visa des autorités pékinoises. En janvier 1978, encore, Jean-Emile Vidal — le « spécialiste » des affaires chinoises du P.C.F., n'avait pas été admis à participer à la caravane journalistique accompagnant le Premier ministre français dans sa visite officielle en Chine, du 19 au 24 janvier 1978. Y aurait-il du nouveau dans les rapports entre le P.C.F. et celui de Chine ?

On pourrait être tenté de rapprocher le départ de René Dumont pour la Chine des informations sur l'attitude du P.C. italien envers l'ancien Empire du Milieu. Le dirigeant communiste italien Pajetta a récemment regretté publiquement qu'il n'y eût pas de re-

lation entre le P.C.I. et le P.C.C. Il a même affirmé (*l'Unità*, 1^{er} septembre 1978) que le P.C.I. ne solliciterait pas, pour reprendre de tels contacts, l'autorisation de Moscou.

Il semble d'autre part que, *l'Humanité* et les autres organes du P.C.F. aient relégué le conflit khméro-sino-vietnamien à l'arrière-plan, se contentant depuis quelques semaines de publier sans commentaire des dépêches d'agences. Il en allait différemment il y a peu encore.

Est-ce que cela a quelque rapport avec la prolongation du séjour d'une délégation syndicale vietnamienne, en visite à Paris, auprès de la C.G.T. qui a décidé — sans que la raison en soit précisée par *l'Humanité* de rester en France jusqu'au 27 septembre ? Les camarades vietnamiens, qui se sont entretenus avec Séguy, le 18 septembre, chercheraient-ils à se faire expressément confirmer le soutien du P.C.F. dans leur différend avec les Chinois, et se heurteraient-ils à des difficultés imprévues ?

N. T.

★★

Les Jeux Olympiques à Moscou ou le P.C.F. au secours de l'U.R.S.S.

LES communistes français n'ont plus rien à voir avec l'Union soviétique ? Admettons. Cela ne les empêche pas de voler à son secours dès qu'elle a un ennui.

Cri d'alarme dans *l'Humanité* du 8 août : « *J.O. : Manœuvres contre Moscou* ».

« Les jeux olympiques de l'an 1980 se tiendront à Moscou, ce qui ne fait pas plaisir à tout le monde pour les raisons politiques que l'on devine. Déjà, avant la désignation officielle par le C.I.O. de la capitale soviétique (1974), une campagne avait été menée pour que les J.O. ne soient pas attribués pour la première fois à un pays socialiste. Aujourd'hui, à deux ans des jeux, un nouveau mouvement s'esquisse, prenant appui sur les procès qui viennent de se dérouler en U.R.S.S. ».

Le rédacteur rappelait ensuite que le C.I.O. avait exclu les pays pratiquant l'apartheid, ce qui n'avait pas empêché l'équipe de France de hockey de faire une tournée en Afrique du Sud et il concluait :

« Nulle part au monde, les droits de l'homme ne sont autant bafoués qu'... en Afrique du Sud et en Rhodésie, mais il sem-

ble qu'on veuille l'ignorer dans les grands pays occidentaux tout en essayant de lancer une campagne contre les jeux de Moscou ».

Le 15 août, Boukovski ayant appelé dans le *Times* au boycottage des J.O. (y participer « donnerait l'impression qu'on approuve la politique pénale soviétique ») *l'Humanité* proteste :

« Pour notre part, on le sait, nous condamnons toute atteinte aux libertés et aux droits de l'homme où qu'elle se produise. Ces condamnations toutefois ne doivent pas, sous peine d'être dévoyées, raviver la propagande de guerre froide. Elles risqueraient dans ce cas d'avoir un effet contraire à celui qu'elles recherchent. C'est la raison pour laquelle nous ne saurions approuver un appel tel que celui de Boukovsky. Antisoviétisme et esprit olympique sont inconciliables ».

Même note, le 16 août, parce que le président Carter, après avoir annulé la vente d'un ordinateur américain à l'Agence Tass pour rendre compte des J.O., enjoint France, Allemagne, Grande-Bretagne, Japon d'en faire autant. De même, le 17 août, *l'Humanité* dénonce l'hypocrisie des Etats-Unis qui prennent pour prétexte les récents procès de l'U.R.S.S. « à propos desquels nous avons exprimé sans ambiguïté notre réprobation » pour exercer une pression dangereuse sur leurs alliés :

« Ce qui est dangereux en vérité, c'est l'antisoviétisme ainsi ravivé à Washington ; les relents de guerre froide ainsi réveillés par la Maison Blanche.

« Certains, dont la bonne foi n'est pas en cause, s'y laissent prendre. Tel est, par exemple, le cas de cette dizaine de savants américains décidant de ne pas se rendre au Congrès international de génétique, prévu pour la fin de ce mois à Moscou.

« Céder à de telles impulsions, si honnêtes puissent-elles être, serait périlleux. Car le seul climat favorable au respect des droits de l'homme est celui de la détente internationale.

« Par contre, tout ce qui est de nature à compromettre le développement de la coopération économique et culturelle accroît les tensions propices aux iniquités ».

Mais n'y a-t-il pas là un reste de la thèse suggérée par Thorez après la publication du rapport Khrouchtchev selon laquelle « le culte de la personnalité » aurait son origine dans « l'environnement capitaliste » et les menaces qui pesaient de l'extérieur sur le régime soviétique, imposant à celui-ci de recourir à « une discipline de fer » ?

En tout cas, voici *l'Humanité* prise une fois de plus en flagrant délit de fidélité inconditionnelle : « Bas les pattes devant l'Union soviétique ».

**Le prochain numéro d'EST et OUEST
paraîtra le Mardi 7 Novembre 1978**